RAPPORT ANNUEL 2017
OCÉAN INDIEN

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION
MADAGASCAR - COMORES - MAURICE & RODRIGUES

UNFPA

UNE AMBITION RENOUVELÉE

UNFPA
Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli.

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU REPRÉSENTANT RÉSIDENT ET DIRECTEUR PAYS 4

MESSAGE DE LA DIRECTRICE REGIONALE 5

FOCUS ET IMPACTS : LE NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE DE L'UNFPA 2018-2021 6

AMBITIONS RENOUVELÉES ET SYNERGIES DANS L'OCÉAN INDIEN 7

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR 8

UNION DES COMORES 22

RÉPUBLIQUE DE MAURICE (Y COMPRIS LES RODRIGUES) 34

PLAIDOYER, SENSIBILISATION, MOBILISATION ET PARTENARIATS 40

DÉFIS ET PERSPECTIVES 55

L'ANNÉE 2017 EN REVUE 56

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2017 a été une année charnière pour l'UNFPA dans la région Océan Indien avec la transition au Nouveau Plan Stratégique de 2018-2021 et l'arrivée du nouveau Représentant résident pour Madagascar et Directeur pays pour les Comores et Maurice, M. Constant-Serge Bounda. Fidèle à son mandat de «Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli», l'agence des Nations-Unies dédiée aux questions de population, de santé maternelle et de jeunesse intervient à Madagascar, aux Comores et à Maurice en tenant bien compte des spécificités de chacun des pays dans son action.

Pour chacun des trois pays, un cadre d'intervention a été défini et porte, pour Madagascar et les Comores, sur les services de santé sexuelle et reproductive de qualité ; l'autonomisation des adolescents et des jeunes ; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; le recensement et la gestion de données, le tout dans une perspective de réduction de la pauvreté. Pour Maurice, la question du vieillissement de la population et de la baisse de fécondité fait l'objet d'une attention particulière et le cadre d'intervention s'inscrit dans un effort pour instaurer une meilleure qualité de vie et une société plus équitable.

Travaillant sur ces axes, l'UNFPA a réalisé les actions phares suivantes au cours de l'année 2017.

Santé sexuelle de la reproduction

L'UNFPA a appuyé le niveau politique avec un soutien à l'adoption d'une loi sur la santé sexuelle et reproductive visant l'accès universel aux méthodes contraceptives à Madagascar et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la stratégie nationale de santé de la reproduction et de la planification familiale aux Comores. Au niveau local et concernant les jeunes spécifiquement, il a appuyé des structures favorisant l'accès des jeunes aux services et à l'information : 22 centres de jeunes et 14 espaces pour les adolescents à Madagascar ; des associations locales telles que ASCOBEF pour la sensibilisation et la distribution de préservatifs aux Comores. Par ailleurs, il a soutenu la formation de jeunes pairs éducateurs sur les thèmes de la sexualité et du VIH/SIDA et a maintenu son appui de longue date au Youth Counseling Centre à Rodrigues.

Santé maternelle

L'UNFPA a contribué à l'accès et à la qualité des services de santé maternelle par les actions suivantes : équipement de formations sanitaires et formation du personnel avec l'équipement de trois sites de stage et d'un laboratoire de compétences pour les sages-femmes à Madagascar, permettant à 26% des formations sanitaires d'offrir des soins obstétricaux et néonatals d'urgence ; formation de six nouvelles équipes chirurgicales pour la prise en charge de la fistule obstétricale suivie d'une campagne de réparation de 1 098 femmes toujours à Madagascar. Aux Comores, des sages-femmes ont bénéficié de formation, la maternité du district sanitaire d'Oichili a reçu des équipements et matériels médicaux et a été renforcée par deux sages-femmes supplémentaires.

Lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)

Dans ce domaine, l'action de l'UNFPA a porté sur la sensibilisation, la formation des diverses parties prenantes et la prise en charge des victimes. A Madagascar, l'agence a soutenu le lancement de discussions sur le projet de loi sur la lutte contre la VBG, la mise en place d'un programme de réinsertion économique et la mise en place de Centres d'Ecoute et de Conseil Juridique ainsi que la formation et la dotation en outils des forces de l'ordre. Aux Comores, elle a apporté son appui à la mise en place d'une plateforme nationale et à l'élaboration d'une feuille de route et la réactualisation de la Politique Nationale sur l'Égalité et l'Équité (PNEE), et a accordé son appui aux organisations de la société civile telles que l'HIFADHU pour les services d'écoute et d'assistance judiciaire pour les victimes. A Maurice, une campagne de sensibilisation intitulée «Homme comme partenaire» a été réalisée avec l'appui de l'UNFPA dans le cadre d'une stratégie d'engagement des hommes pour réduire les violences contre les partenaires. Le conseil prénuptial constituant une stratégie de lutte contre la violence conjugale, l'UNFPA a appuyé le programme de formation des jeunes couples mené par les Bureaux de Soutien à la Famille et l'Alliance pour les Femmes de Maurice.

Développement des jeunes et dividende démographique

Une action d'appui aux politiques a été réalisée aux Comores avec l'élaboration de la Politique nationale de la Jeunesse qui veut faire des jeunes des acteurs à part entière du développement. A Madagascar, l'UNFPA a étroitement collaboré avec le gouvernement sur la préparation de la feuille de route sur le dividende démographique. Par ailleurs, l'agence a organisé des actions de sensibilisation sur la question du dividende à l'intention des parties prenantes à Madagascar, notamment les femmes parlementaires.

Recensement et gestion de données

Les actions de l'UNFPA dans ce domaine tenaient compte de la situation démographique des pays, commençant avec l'obtention de données démographiques fiables à Madagascar et aux Comores par l'appui au recensement. Il s'agissait notamment de fournir du matériel informatique et un appui technique à travers plusieurs consultants internationaux à Madagascar et d'appuyer l'élaboration du document de projet, la réunion de plaidoyer sur le Recensement Général de la Population et de l'Habitat, la réalisation des travaux de cartographie, la formation des démographes et la prise en charge de l'unité de gestion du recensement aux Comores. A Maurice, où la problématique du vieillissement de la population s'annonce, l'UNFPA appuie le Ministère de la Santé et de la Qualité de Vie dans la conduite d'une évaluation des tendances démographiques. Cet accompagnement s'étend à la révision de la politique nationale de population.

Plaidoyer, sensibilisation, mobilisation et partenariats

Par ailleurs, l'UNFPA a mis à profit les journées mondiales ou internationales pour promouvoir ses messages et sensibiliser le public. Entre autres, la santé de la reproduction et la planification familiale étaient au cœur de la Journée Internationale du Préservatif célébrée à Madagascar, de la Journée Internationale de la Sage-Femme et de la Journée Internationale de la Population célébrée respectivement aux Comores et à Madagascar.

Perspectives

Pleine de réalisations pour l'UNFPA dans la région de l'océan Indien, l'année 2017 clôture également son cycle de programmation et introduit, avec l'année 2018, au Nouveau Plan Stratégique qui vise à réaliser trois résultats transformateurs, à savoir (i) l'élimination des décès maternels évitables, (ii) l'élimination des besoins non satisfaits en matière de planification familiale et (iii) l'élimination de la violence basée sur le genre. Capitalisant sur les acquis, l'UNFPA entend renforcer son partenariat avec les pays, les forces vives politiques, la société civile et le secteur privé et promouvoir la coopération régionale pour réaliser ses résultats tout en se rapprochant de ses bénéficiaires comme en témoigne le renforcement du bureau à Toliara, Madagascar.

EXECUTIVE SUMMARY

With the transition to the New Strategic Plan 2018-2021 and the arrival of the new Country Representative for Madagascar and Country Director for the Comoros and Mauritius, Mr. Constant-Serge Bounda, Year 2017 was a pivotal year for the United Nations Fund for Population (UNFPA) in the Indian Ocean region. True to its mandate of «Achieving a world where every pregnancy is desired, every childbirth is safe and the potential of every young person is fulfilled», UNFPA works in Madagascar, the Comoros and Mauritius. To allow for taking into account the specificities of each country in its action, the new Representative visited different areas of Madagascar on the occasion of various celebrations, program delivery, advocacy, and launches; paid an official visit to the Chief Commissioner in Mauritius; and attended the official launch of the 2017 State of the World Population Report in the Comoros.

For each of the three countries, an intervention framework has been defined and addresses, for Madagascar and the Comoros, quality sexual and reproductive health services; empowerment of adolescents and young people; gender equality and women's empowerment; census and data management, all with a view to reducing poverty. For Mauritius, the issue of the ageing of the population and fertility decline, a problem specific to the country, has been granted special attention in addition to the issues shared with Madagascar and the Comoros (gender-based violence and youth sexual and reproductive health) and the intervention framework forms part of an effort towards better quality of life and a more equitable society.

Working on these focuses, UNFPA carried out the following flagship actions during Year 2017.

Republic of Madagascar

In the area of sexual and reproductive health, UNFPA is the prime provider of family planning commodities in Madagascar, ensuring procurement and distribution. At the national level, it also supported the adoption of a sexual and reproductive health and family planning law that aims, inter alias, to ensure universal access to contraceptive methods, through various forms of advocacy: conferences, debate with parliamentarians, etc. The Act was actually adopted by the Parliament. At a more local level, it promoted young people's access to sexual and reproductive health services by supporting the establishment and operation of 22 youth

centers and 14 spaces for adolescents where they can benefit from counseling and condom distribution. For the general population, 15 model family planning centers and 10 mobile FP/STI integrated service centers have been established.

In the area of maternal and neonatal health, UNFPA has contributed to equipping health facilities with materials, equipment and additional midwives, and training staff. Thus, 26% of health facilities can now provide basic emergency obstetric and neonatal care (EONC), 3 training sites and 1 skills laboratory have been equipped for pre-service midwifery training. The management of obstetric fistula, a problem affecting some 50,000 women in Madagascar, is another area in which UNFPA is working, particularly through the training of six new surgical teams in cooperation with Senegal. The repair campaigns carried out with partners including Madagascar's First Lady, the World Food Program, and national and international NGOs have allowed for treating 1 098 women.

In the fight against gender-based violence (GBV), UNFPA supported the launch of discussions on GBV legislation, the establishment of an economic reintegration program and the setting up of listening and legal counsel centers. These initiatives benefited to 5,581 victims of GBV. In addition, law enforcement officials benefited from an international exchange to build their awareness and their training as well as from the provision of tools for the care of GBV victims in a workshop organized by UNFPA and funded by the Peace Building Fund. An innovative partnership was launched with the armed forces to further involve them in fighting GBV. Further to this action, the Government made the decision to set up a Feminine Proximity Brigade, with the support of UNFPA.

Working on the issue of the demographic dividend, UNFPA carried out awareness-raising activities, including a round table for all stakeholders and a day of reflection for female Members of the Parliament, and supported the launch of the national road map under the patronage of the Prime Minister.

In support to the development of reliable population data, and specifically the census, UNFPA advocated with technical and financial partners for census support and provided IT equipment and mobilized international expertise for training. The final phase of the national census is expected to be completed by mid-2018.

As regards humanitarian response, the drought in the South, Cyclone Enawo and the plague epidemics, UNFPA activated the Minimum Emergency Facility to ensure access to and availability of quality services for mothers, infants and girls, pregnant women with a focus on reproductive health. This involved mobilizing and paying for additional midwives and distributing emergency kits to maintain the level of maternal and neonatal care in the aftermath of cyclone Enawo, in the drought-stricken southern Madagascar, and during the plague epidemics as well as contracting NGOs to relay health and psychosocial support in remote areas.

Union of the Comoros

In the field of sexual and reproductive health, UNFPA initially intervened at the national level in support of the development of a plan for implementing the national sexual and reproductive health strategy. With regard to young people specifically, the agency has supported several associations, including the Comorian Association for the Welfare of the Family (ASCOBEF) and Collaboration, Action, Sustainability (CAP) in their awareness-raising activities, screening activities and distribution of condoms. With regard to women, UNFPA provided technical and material support on the one hand to increase the use of contraceptive products and on the other hand to improve access to emergency obstetrical and neonatal care. As a result, midwives were trained, the maternity ward of the Oichili health district received new medical equipment and supplies as well as two additional midwives, thanks to the support of Australia AID. The maternity of Ouizini continues to receive support by UNFPA for supplies and midwives, in continuation of the provision of an ambulance in the past. These actions have resulted in zero maternal death in this facility.

As part of its work for youth, UNFPA, together with the United Nations system, supported the development of the National Youth Policy, which aims to fully involve young people in their own development and focuses on Education, Health, Education and Skills Development, Well-being, Employment and Entrepreneurship, Rights, Governance and Empowerment of Youth.

In the area of GBV, UNFPA has contributed to strengthening institutional capacity to implement the gender-based violence policy, including through the establishment of a national platform, the development of a roadmap, the updating of the National Policy on Equality and Equity (PNEE), and support for civil society organizations such as the HIFADHU for listening and legal aid services for victims.

As part of its support to the population census, UNFPA, as the technical lead, supported the development of the project document, mapping, training of demographers, the management of the census implementation unit, and the assistance by a permanent technical advisor.

Republic of Mauritius (including Rodrigues)

In terms of action for young people and in particular their sexual and reproductive health, activities have focused on the Rodrigues Island, where early pregnancy is a major problem. UNFPA supported the training of 40 young peer educators on the topics of sexuality and HIV/AIDS as well as illicit substances, on the initiative of the Youth Commission. This awareness-raising action was amplified by UNFPA's support for a mass youth awareness campaign in schools entitled "Zen pa pressé" (or "Young people are in no hurry") on early pregnancies, reaching 740 schoolchildren. UNFPA also maintains its longstanding support to the Youth Counseling Center where, in addition to receiving counseling on sexual and reproductive health from a nurse, young people can also broaden their horizons by connecting to the world in the computer room.

In the fight against GBV, an awareness campaign titled "Men as partners" was carried out with the support of UNFPA, involving some 500 men, as part of a male engagement strategy to reduce violence against partners. Prenuptial counseling is another strategy to combat violence, namely domestic violence, and as such UNFPA supported the Young Couples Training Program run by the Family Support Offices and the Mauritius' Alliance for Women to the benefit of a hundred couples. In addition, UNFPA supported the preparation of the report on "Intimate partner violence".

The ageing of the population being a specific problem in Mauritius, with projections showing that 32.5% of the population would fall in the over-60 age bracket in 2056, UNFPA supports the Ministry of Health and Quality of Life in conducting an assessment of demographic trends. This support extends to the revision of the national population policy.

Advocacy, awareness-raising, mobilization and partnership

For UNFPA in the Indian Ocean region, World or International Thematic Days, among other events, provide opportunities to spread its messages, raise public and policy-makers' awareness, and ultimately contribute to the fulfillment of its mandate. As such, the agency participated in the following events during year 2017:

- International Condom Day in February in Madagascar, with the aim of promoting youth's sexual and reproductive health;
- International Day against Obstetric Fistula in May in Madagascar, which saw a ceremony of commitment of governmental authorities, a training for medical students, and a working session to advocate with service clubs such as Lions Club and Soroptimist International;
- International Midwives' Day, in May in Madagascar and the Comoros, with a twofold objective: to raise midwives' profile with communities and to promote access to quality sexual and reproductive health services;
- International Population Day in July in Madagascar and the Comoros, focusing this year on the concept of family planning;
- International Youth Day in August in Madagascar: this day was an opportunity to enhance the visibility of youth centers at the decentralized level and to promote the demographic dividend agenda;
- Launch of the 2017 State of the World Population Report in October in Madagascar in the Comoros, entitled Worlds Apart: Reproductive health and rights in an age of inequality.

Prospects

With many achievements for UNFPA in the Indian Ocean region, Year 2017 also marks a milestone in its programming and introduces, with Year 2018, the New Strategic Plan that aims to achieve three transformative results, namely (i) zero preventable maternal deaths, (ii) zero unmet family planning needs and (iii) zero gender-based violence.

Building on its past achievements by ensuring program continuity and operational excellence, UNFPA intends to strengthen three approaches to fulfill its mandate. On the one hand, it strives to strengthen partnerships with countries, political parties, civil society and the private sector and in the same vein to strengthen regional cooperation to share best practices and optimize the use of resources. On the other hand, the agency wants to get closer to its beneficiaries in its action as evidenced by the strengthening of offices in Toliara, Madagascar.

The new strategic plan, the change in management, the building on of past achievements and the strengthening of partnerships will instill a renewed ambition at UNFPA, this year and over the coming years.

Mot du Représentant

Dans la région de l'Océan Indien, l'année 2017 a été une année pleine de réalisations et de défis pour le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

Reprenant le flambeau au milieu de l'année après l'excellent travail effectué par mon prédécesseur M. Mamadou DICKO pour le positionnement stratégique de l'UNFPA dans la région, il fallait maintenir et consolider les acquis et réorienter davantage nos actions pour un plus grand impact et afin d'assurer un plus grand bien-être pour les femmes et les jeunes de Madagascar, des Comores, de l'île Maurice et de Rodrigues.

Assurer la bonne continuité des programmes et l'excellence des opérations, investir dans les innovations en matière de santé sexuelle et reproductive, miser sur la coopération régionale, mettre en place de nouveaux partenariats pour une meilleure mobilisation des ressources tout en redynamisant les équipes de UNFPA pour un plus grand travail de proximité afin de mieux faire face à la nouvelle vision stratégique de l'organisation, tels étaient en partie les défis qu'il fallait relever. C'est le sens du renforcement de notre Bureau régional de Tuléar et d'une collaboration plus accrue entre les différents bureaux de l'UNFPA dans la région. Tout ceci reflète de notre AMBITION RENOUVELLEE pour cette région pleine de promesses de l'Océan Indien dont la problématique de la population et du développement sont intrinsèquement liées et demeurent un levier principal de leur futur émergence économique.

Les perspectives sont excellentes et les enjeux différents avec des avantages comparatifs certains qui permettent à UNFPA dans la région de bénéficier d'une expertise particulière en matière de la santé sexuelle et reproductive, de planification familiale et du genre.

Pour cette édition de 2017, l'objectif de ce rapport est d'offrir un aperçu global sur nos réalisations phares dans l'Océan Indien. Il met en exergue notre détermination à œuvrer et contribuer aux objectifs de développement durables (ODD). Il sied de souligner que les résultats obtenus sont aussi le reflet de l'excellente collaboration avec nos différents partenaires avec qui nous partageons une vision commune : transformer les vies en garantissant l'accès universel à la sante de la reproduction.

Je tiens particulièrement à féliciter les Comores, Madagascar, l'île Maurice ainsi que leurs gouvernements respectifs pour les avancées en matière d'accès universel à la planification familiale, la mise en place des politiques nationales de la jeunesse ainsi que pour des actions spécifiques sur la violence basée sur le genre. Je reste convaincu qu'ensemble avec les gouvernements des pays de l'Océan Indien, nos partenaires actuels et les collègues de UNFPA, nous parviendrons à bâtir un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement sans danger et le potentiel de chaque jeune accompli.

Constant-Serge BOUNDA
Représentant Résident de l'UNFPA Madagascar
et Directeur Pays pour les Comores et l'île Maurice

Message de la Directrice Régionale de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Est et Austral

J'ai eu le privilège de visiter la Région de l'océan Indien en 2016, et tomber sous le charme particulier de Madagascar, des Comores et de Maurice. Du sourire des jeunes filles de Tuléar au sud de Madagascar, aux regards pleins de gratitude de ces jeunes mères visitant la maternité de Ouizini dans la Grande Comores au dynamisme des jeunes de Rodrigues, j'ai été édifié par les succès de UNFPA sur le terrain et la nécessité de toujours faire plus.

Ces visites m'ont permis de relever les atouts, opportunités et contrastes suivants :

- La success story de l'île Maurice en matière de réduction de décès maternel;
- La tendance à la hausse de la proportion des personnes âgées à l'île Maurice;
- La tendance à la hausse des grossesses précoces à Rodrigues;
- Les défis des Comores et de Madagascar dans le domaine de l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive;
- L'énorme potentialité de ces pays pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable d'ici 2030.

Ces contrastes témoignent de la diversité du mandat de l'UNFPA et je réitère mon engagement à soutenir les initiatives qui visent à la réduction de ces inégalités dans cette sous-région pleine de potentialités et qui a tant à offrir à l'Afrique et au monde. Au vu de ces contrastes, je souhaite également vous encourager à innover dans vos approches afin de ne laisser personne pour compte.

Avec l'adoption du nouveau plan stratégique 2018-2021 de l'UNFPA, les perspectives sont excellentes. Ce plan réaffirme la pertinence de l'orientation stratégique actuelle, dont l'objectif est l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de procréation, en mettant l'accent sur les femmes, les adolescents et les jeunes. Ce plan vise particulièrement trois résultats transformateurs pour l'humanité, objectifs ambitieux et qui doivent être réalisés :

- Zéro décès maternels évitables;
- Zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale;
- Zéro violence basée sur le genre incluant les pratiques néfastes contre les femmes et les filles.

Cela est notre vision pour 2030 et la région de l'Océan Indien possède de nombreux atouts pour la réalisation de ce plan dans notre région.

Je souhaite féliciter les gouvernements et les partenaires de l'UNFPA dans cette dynamique visant a la transformation des vies de nos femmes et de nos jeunes. Vous servez un mandat noble et défendez une cause juste et commune qui vise à sauver les vies. Vous avez ainsi notre reconnaissance et profonde gratitude.

Nos efforts conjugués ensemble feront de notre région, une région émergente dans laquelle tout le monde compte. Comme l'a déclaré notre Directeur Exécutif, le Dr Natalia Kanem : « Ensemble, nous serons imparables! »

Dr. Julitta ONABANJO
Directrice Régionale

Focus et impacts : Le nouveau plan stratégique de l'UNFPA 2018-2021

Lancé au cours du deuxième semestre 2017, le nouveau plan stratégique est le premier des trois plans stratégiques de l'UNFPA qui seront menés d'ici 2030. Il établit des résultats transformateurs axés sur l'être humain qui contribueront à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment en matière de santé et de bien-être, de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Ces résultats sont au nombre de trois :

a) élimination des décès maternels évitables ;

b) élimination des besoins non satisfaits en matière de planification familiale ;

c) élimination de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes pour les femmes et les filles, dont les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces ou forcés.

S'attaquant aux difficultés non résolues en matière de santé sexuelle et reproductive et de droits en matière de reproduction, ce plan sera mis en œuvre en s'appuyant sur les progrès accomplis dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, notamment les réalisations du plan stratégique précédent dont les objectifs gardent toute leur pertinence. Ce plan se fonde donc sur les éléments probants et les enseignements tirés du cycle de planification stratégique précédent (2014-2017) et renforce par ailleurs l'approche participative dans sa mise en œuvre.

Au niveau interne à l'UNFPA, le plan vise à renforcer l'efficacité et l'efficience organisationnelles ainsi que la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies et à consolider le cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources de l'UNFPA.

Ambitions renouvelées et synergies dans l'Océan Indien

En 1948, à travers la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la communauté internationale a adopté certains principes relatifs aux droits de la personne. En dépit des différences culturelles et de la diversité des environnements, les États membres de l'Organisation des Nations Unies se sont accordés sur les principes de dignité et d'égalité des citoyens. L'UNFPA applique ces principes aux domaines les plus sensibles et les plus intimes de l'existence humaine, notamment la sexualité, la santé en matière de procréation et le genre. L'efficacité des interventions de l'organisation repose, en partie, sur sa capacité à comprendre les dynamiques culturelles des communautés au sein desquelles elle intervient.

Dans la région de l'océan Indien, l'UNFPA concentre ses activités à Madagascar, aux Comores et à Maurice. Tenant compte de la grande diversité mais aussi des similarités qu'elle rencontre dans la région, l'agence des Nations Unies soutient les priorités des gouvernements de ces trois pays et à ce titre a établi pour chacun d'eux des documents cadres de programme. Ce faisant, elle maintient son leadership sur les thématiques de la santé sexuelle et reproductive, du genre, de la jeunesse et des données démographiques.

Pour la République de Madagascar, le partenariat entre l'UNFPA et le gouvernement se trouve actuellement à son 7ème cycle de programme. Couvrant les questions de santé sexuelle et reproductive, l'autonomisation des adolescents et des jeunes, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les données démographiques, ce partenariat s'inscrit dans un cadre plus global de réduction de la pauvreté en ciblant les femmes, les jeunes et les adolescents, en particulier dans les zones rurales et reculées à travers notamment la réduction de la mortalité maternelle et néonatale.

Pour la République de Maurice (y compris Rodrigues), le partenariat actuel s'étend de 2016 à 2019 et vise à contribuer aux efforts nationaux pour atténuer l'impact du vieillissement de la population et du changement climatique, améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des groupes défavorisés et prévenir le VIH / SIDA pour une meilleure qualité de vie et une société plus équitable.

Finalement, dans l'Union des Comores, l'UNFPA en est au 6ème cycle de programme, programme qui vise à accroître l'accès aux services obstétricaux et néonatals d'urgence ainsi qu'à la planification familiale, à promouvoir l'égalité des sexes et la lutte contre la violence basée sur le genre et à promouvoir la santé sexuelle et reproductive des jeunes.

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

Profil démographique

POPULATION JEUNE
24,24 millions d'habitants en 2016 [1]
64% âgés de moins de **25 ans**

SITUATION DES REVENUS
Indice de développement humain : 0,512A [2]
Classé 154ème sur 186 pays
80% de la population vit avec moins de 1,90 USD par jour [1]

SANTÉ MATERNELLE ET NÉONATALE : Ratio de mortalité maternelle
2002 : 469 décès pour 100 000 naissances vivantes
2008 : 498 décès pour 100 000 naissances vivantes
2012 : 478 décès pour 100 000 naissances vivantes
Accouchements avec une assistance qualifiée : 44,3% [3]
Accouchements à domicile dans les zones rurales : 61% [3]
TAUX DE MORTALITÉ NÉONATALE : 2012 : 26 décès pour 1000 naissances vivantes

APERÇU EN MATIERE DE PLANIFICATION FAMILIALE
Les besoins non satisfaits en matière de planification familiale : 18%
33% taux de prévalence de la contraception et 5,6% dans le Sud (Région d'Androy)

DISPONIBILITÉ DE DONNÉES
3ème recensement général de la population et de l'habitat en cours

DÉFIS EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS DE GENRE
30% [3] des femmes déclarent avoir vécu au moins une forme de violence

SITUATION HUMANITAIRE
Madagascar est très vulnérable aux catastrophes naturelles (cyclones, sécheresses et inondations)
5 millions de personnes vivent dans des zones à haut risque de catastrophe naturelle

[1] Banque Mondiale / [2] RMDH 2016 / [3] ENSOMD 2012-2013

Cadre d'intervention

7ème programme : (2015-2019)

Services de santé sexuelle et reproductive de haute qualité

- Etendre les capacités de base des centres de santé pour fournir des soins obstétriques et néonatals d'urgence de qualité
- Fournir des kits de sages-femmes gratuits, des kits de césariennes et de matériel obstétrical et néonatal essentiel
- Renforcer la formation initiale et continue des sages-femmes
- Soutenir le Ministère de la Santé dans le déploiement de sages-femmes dans les zones rurales et reculées
- Améliorer la capacité des districts sanitaires en matière de suivi et d'intervention liés aux décès maternels
- Améliorer la prévention et le traitement des patientes atteintes de fistule obstétricale par une mobilisation sociale intensive
- Poursuivre le renforcement des capacités nationales en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence en matière de santé reproductive
- Etendre et renforcer les services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes avec des prestataires qualifiés dans les approches jeunes
- Mobiliser les chefs traditionnels et les communautés pour qu'ils s'engagent dans la lutte contre les problèmes de santé reproductive
- Plaider en faveur d'une allocation budgétaire nationale pour l'achat et la livraison de contraceptifs
- Promouvoir l'adoption de la planification familiale en l'intégrant dans les services de santé maternelle et néonatale, y compris les services postnatals et de vaccination
- Renforcer la sécurisation des produits de santé reproductive
- Soutenir la communication sur le changement de comportement social afin d'accroître l'utilisation des services de planification familiale
- Renforcer la capacité nationale à fournir, gérer et surveiller la chaîne d'approvisionnement en produits contraceptifs
- Fournir des produits contraceptifs modernes dans les points de prestation de services.

Autonomisation des adolescents et jeunes

- Plaider pour des investissements accrus en faveur des jeunes, en mettant l'accent sur les adolescents et les jeunes marginalisés
- Soutenir l'intégration du nouveau programme d'éducation sexuelle dans les écoles
- Sensibiliser les jeunes et les adolescents non scolarisés des zones rurales au mariage et grossesse précoces

Égalité entre les sexes et autonomisation des femmes

- Élaborer une législation spécifique à la violence basée sur le genre et plaider en faveur de son adoption
- Renforcer les capacités des mécanismes de coordination de la lutte contre la violence basée sur le genre, y compris dans les contextes humanitaires
- Développer des modèles pour des services intégrés de lutte contre la violence basée sur le genre
- Améliorer les compétences des prestataires de services pour fournir des soins psychosociaux et médicaux
- Nouer des partenariats avec la société civile pour impliquer les garçons et les hommes dans la prévention de la violence basée sur le genre

Recensement et gestion des données

- Améliorer la capacité de l'Institut National de la Statistique à mener le troisième recensement général de la population et de l'habitat et à effectuer périodiquement des enquêtes approfondies sur la population
- Mobiliser des ressources pour le recensement général de la population et de l'habitat
- Mener des recherches dans le domaine de l'analyse de la situation de la population
- Renforcer les capacités nationales pour intégrer l'analyse factuelle sur la population, la santé reproductive et le genre dans l'élaboration des politiques et des programmes, aux niveaux national, sectoriel et décentralisé, et dans les situations humanitaires
- Réorganiser le système national intégré de suivi et d'évaluation en ce qui concerne les politiques et programmes démographiques, en mettant un accent particulier sur le système d'information sanitaire.

Améliorer l'accès des jeunes à l'information et aux services de santé de la reproduction

Les jeunes représentent un groupe cible particulier de l'UNFPA et la santé sexuelle et reproductive un de ces thèmes d'intervention. A Madagascar, ces orientations ont toute leur pertinence : la population du pays est jeune avec 64% de la population âgés de moins de 25 ans et environ 32% âgés de 15 à 24 ans et les problématiques de santé sexuelle et reproductive y sont aiguës.

En réponse à cette situation, l'UNFPA intervient d'abord au niveau politique, notamment par le plaidoyer en faveur d'une loi sur la santé de la reproduction et la planification familiale auprès des deux chambres du Parlement. Cette loi a été adoptée à ce jour et garantit, dans les textes, un certain nombre d'avantages pour les jeunes, comme les ont relevés la déclaration des femmes parlementaires : i) un environnement favorable à l'application intégrale de la loi sur la planification familiale sur le territoire national, incluant l'accès des jeunes aux informations et aux services ; ii) un approvisionnement régulier de la ligne consacrée à l'achat et à l'acheminement des contraceptifs dans le prochain exercice budgétaire ; iii) la contribution du secteur commercial au financement des contraceptifs à travers la détaxation des contraceptifs et des intrants vitaux ; iv) la poursuite de la mise en œuvres des engagements de l'initiative PF2020.

Par ailleurs, toujours avec l'appui de l'UNFPA, le plan d'action quinquennal de la Politique Nationale de la Jeunesse a été lancé officiellement, ce plan contenant des éléments importants sur l'accès des jeunes à l'information et aux services de planification familiale.

Sur le terrain, l'UNFPA travaille en partenariat direct avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports pour concrétiser cette amélioration de l'accès des jeunes à l'information, aux produits et aux services de santé sexuelle et reproductive. Ainsi, il a appuyé la mise en place de 22 centres de jeunesses où les jeunes ont accès à des informations, des produits et des services de planification familiale, entre autres services. Ces centres, où sont actuellement inscrits 31 871 jeunes, ont été le cadre de la formation de 280 jeunes pairs éducateurs qui sensibilisent leurs pairs, de la distribution de 6 188 préservatifs et d'une évaluation d'un programme pilote d'éducation sexuelle en vue de sa mise à l'échelle nationale. Dans la région de l'Androy, en particulier, l'UNFPA a soutenu l'amélioration de l'accès des jeunes à la santé sexuelle et reproductive par la mise en place d'un centre modèle planning familial au sein du centre hospitalier de référence à Ambovombe.

De manière plus générale, l'UNFPA a œuvré pour la mise en place de 15 centres modèles en planification familiale, 10 prestations mobiles de services intégrés en planification familiale/infections sexuellement transmises et de VIH/violence basée sur le genre, et a appuyé 47 Centres de Santé de Base Star ainsi qu'une opération de sensibilisation au sein des communautés de base.

Témoignage d'un bénéficiaire

Interview de Ratsimbazafy Zika, 20 ans, Président des jeunes Pairs Educateurs de l'Espace Jeunes de Tsihombe, Région de l'Androy

Bonjour Zika, pourrais-tu nous dire ce que l'existence de cet Espace Jeunes a apporté aux jeunes de Tsihombe ?

Cet Espace Jeunes nous a apporté beaucoup de bonnes choses, à moi et à tous les jeunes de Tsihombe. Les rassemblements et les activités pour les jeunes dans l'Espace Jeunes de Tsihombe ont arraché nos jeunes de lieux peu recommandables comme les bars. Les jeunes se sentent comme chez eux dans cet Espace. Grâce à nos séances de sensibilisation, ils ont plus d'informations sur la santé sexuelle et reproductive et adoptent une sexualité plus responsable. Par exemple, la demande en préservatifs commence à augmenter, les jeunes commencent à avoir moins honte de s'en procurer et commencent à en parler plus librement. Par rapport aux IST, ils sont plus conscients du danger que ces infections peuvent avoir sur leur santé et les jeunes filles sont également plus conscientes qu'il est plus intéressant pour elles de poursuivre leurs études plutôt que de tomber enceintes alors qu'elles sont encore toutes jeunes.

Quelles évolutions constates-tu donc ?

Je donnerai comme exemple le changement que j'ai pu voir chez un des jeunes qui fréquente l'Espace. Avant, il fumait beaucoup, et lorsqu'il s'est mis à fréquenter l'Espace Jeunes, il a réduit sa consommation de cigarettes et, maintenant il ne fume plus du tout. Quand je l'ai rencontré, je lui ai demandé pourquoi il ne fumait plus. Il m'a répondu qu'avant il n'avait pas de loisirs, maintenant il peut jouer au babyfoot et au billard à l'Espace Jeunes et il ne pense même plus à la cigarette.

Et toi personnellement, qu'est-ce que tu as tiré de cet Espace Jeunes ?

J'ai beaucoup plus d'amis, je sais mieux communiquer avec les gens. Grâce aux activités de l'Espace Jeunes, j'ai acquis des compétences pour sensibiliser mes amis. J'apprécie énormément cela. En plus, mes connaissances ne cessent d'évoluer. En même temps, je suis le responsable de l'activité informatique, et ça me fait tellement plaisir de partager mes connaissances avec les autres jeunes.

Ton message pour les jeunes et pour les responsables de l'UNFPA ?

Je remercie l'UNFPA pour cette initiative. Pour les jeunes, je leur dirais de profiter de l'existence de cet Espace Jeunes pour améliorer leurs compétences pour la vie. Nous pouvons être des jeunes qui savent se faire connaître, faire connaître notre communauté et développer notre communauté et pourquoi pas notre pays.

280

Jeunes pairs éducateurs opérationnels

22

Centres de Jeunesse fonctionnels

31 871

Adolescents et jeunes enregistrés dans les Centres de Jeunesse et touchés par les sensibilisations sur la SRAJ

Investir dans la jeunesse pour mieux tirer profit du dividende démographique

Si le fait que la population malgache soit très jeune soulève certains défis comme ceux relevés précédemment, cette situation présente également la possibilité pour le pays de réaliser le « dividende démographique », un phénomène de hausse de la productivité économique qui se produit lorsque le ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge s'accroît. Cette question, chère à l'UNFPA, a été d'ailleurs le thème de l'Union Africaine pour l'année 2017.

A Madagascar, l'UNFPA a accompagné la volonté du gouvernement à donner aux jeunes toute leur importance dans le développement national à travers une série d'actions de plaidoyer, de sensibilisation, de réflexion et de cadrage pour la transition démographique au cours de l'année 2017 :

- Participation et appui au lancement du thème du dividende démographique : Madagascar aura été le 5ème pays d'Afrique à lancer le thème et le premier à le faire en milieu rural, notamment à Tsihombe dans la région de l'Androy;
- Organisation d'une table ronde sur le dividende démographique, sous le haut patronage du Premier Ministre, regroupant les décideurs, la société civile et les partenaires au développement;
- Organisation de la journée de réflexion du réseau des femmes parlementaires pour la réalisation du dividende démographique ;
- Appui au lancement par le Ministère de l'Economie et du Plan du processus d'élaboration de la feuille de route nationale pour le dividende démographique pour Madagascar.

Ces actions ont amené le gouvernement, les parlementaires et la société civile en général à mieux comprendre l'importance du dividende démographique et à s'engager à contribuer à sa réalisation, comme en témoigne, entre autres, la déclaration des femmes parlementaires en faveur des actions pour le dividende démographique.

Il est à noter que le lancement du thème à Tsihombe a été accompagné d'une action plus concrète en faveur de la réalisation du potentiel des jeunes : un Espace Jeunes a été mis en place, offrant aux jeunes la possibilité de s'adonner à des loisirs sains tels que le sport et la musique et d'améliorer leurs compétences en informatique et leurs connaissances générales tout en ayant accès aux informations sur la santé sexuelle et reproductive.

Mot du Premier Ministre lors de la remise des matériels informatiques à l'INSTAT en Août 2017

«Je tiens à vous rassurer que mon Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les actiivités cartographiques et du dénombrement se déroulent dans de meilleures conditions.»

Jean Anicet RANDRIAMOSARISOA, Ministre de la Jeunesse et des Sports

«Le développement des jeunes, qui constituent la majorité de la population Malagasy, est la condition primordiale pour l'atteinte du dividende démographique.»

Doter le pays de données démographiques fiables et diffuser les informations pour le développement

Des données démographiques mises à jour et fiables sont nécessaires pour pouvoir définir des politiques de développement qui soient conformes aux besoins et aux réalités du pays. La réalisation du recensement est ainsi inscrite dans les priorités du gouvernement et le soutien de l'UNFPA a été déterminant dans ce domaine.

Grâce au plaidoyer de l'UNFPA auprès des partenaires techniques et financiers, Madagascar a pu acquérir du matériel informatique doté de technologies modernes nécessaires pour la cartographie censitaire, étape cruciale du recensement. Cet appui a également permis au pays, à travers son Institut National de la Statistique, de bénéficier d'expertise internationale pour des formations et autres renforcements de capacités, notamment en cartographie censitaire et en système d'information géographique. De manière générale, l'UNFPA a assuré le leadership technique des appuis des partenaires, notamment la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'USAID, ANSD Sénégale, ESARO/DFID dans la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

Dans le cadre de ces appuis, 243 agents de l'INSTAT ont bénéficié de renforcement de capacité pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données et 49 organismes décentralisés et centraux disposent actuellement de personnes qualifiées pour le développement de plans et politiques fondés sur les données factuelles. En termes de mise en œuvre effective sur le terrain, plus de 650 agents cartographes, 160 chefs d'équipes et 32 agents contrôleurs ont été déployés sur le terrain pour collecter les données cartographiques depuis fin avril 2017. En fin décembre 2017 jusqu'à 94% des zones de dénombrement potentielles, soit 21 360, ont été établies et les travaux cartographiques devraient prendre fin au cours des premiers mois de l'année 2018.

Par ailleurs, dans une perspective de diffusion d'informations pour le développement, l'UNFPA a contribué à rendre disponible le Rapport National de mise en œuvre du Plan National de Développement (PND).

243 cadres — Cadres de l'INSTAT disposent d'une capacité renforcée pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données, incluant les cadres des 3 régions d'intervention de l'UNFPA

49 organismes — Organismes décentralisés et centraux disposent des personnes qualifiées pour l'élaboration des plans et politiques fondés sur les données factuelles

604 tablettes — Une centaine d'ultraportables, 604 tablettes, 85 ordinateurs et 19 disques durs, ont été mis à la disposition de l'INSTAT

650 agents — Plus de 650 agents cartographes, 160 chefs d'équipes et 32 agents contrôleurs ont été déployés sur terrain pour collecter les données cartographiques.

Renforcer le cadre juridique et les institutions pour une meilleure prise en charge des victimes de la violence basée sur le genre

La situation en matière de violence basée sur le genre est particulièrement préoccupante à Madagascar. Alors que les femmes et les adolescentes représentent un peu plus de la moitié de la population malgache, 30% d'entre elles déclarent avoir subi une violence et la majorité des victimes n'ont jamais tenté de trouver une assistance (ENSOMD 2012-2013).

En réponse à cette situation, l'UNFPA a soutenu des mesures de renforcement juridique et institutionnel visant à améliorer la prise en charge des victimes de la violence basée sur le genre. En matière juridique, il a soutenu une discussion tripartite entre les représentants des ministères, de la société civile et des parlementaires sur le projet de loi contre la violence basée sur le genre. En matière de renforcement des institutions et des structures, il a appuyé l'opérationnalisation de huit centres d'écoute et de conseil juridique (CECJ) où les victimes peuvent obtenir à la fois un soutien psychosocial et une assistance juridique. Il a par ailleurs pris part au renforcement de la capacité des prestataires de services pour la prise en charge. Finalement, il appuyé un programme de réinsertion socioéconomique des victimes. Ces diverses actions de renforcement de la capacité de prise en charge ont bénéficié à quelque 5 581 victimes en 2017.

5581
victimes de violence basée sur le genre ont été prises en charge

493
survivantes des VBG dont des femmes victimes de la fistule obstetricale ont bénéficié d'une réinsertion socio-économique

Temoignage :

Je m'appelle Sana (nom d'emprunt), j'ai 20 ans et je viens d'une famille modeste.

L'histoire s'est passée quand j'étais en classe de terminale, quand je préparais mon baccalauréat. L'homme qui était avec moi était mon aîné de plusieurs années, et nous étions ensemble depuis plus de quatre ans. Nous vivions ensemble et il payait pour tous mes besoins.

Un mercredi après-midi, il m'a vu avec un de mes cousins qui allait m'enseigner l'informatique. Il a tout de suite cru que mon cousin était mon petit ami alors que dans la coutume antandroy, le cousin est une personne «fady», c'est-à-dire une personne avec qui on ne peut pas sortir. Quand je lui ai expliqué que c'était le fils de la sœur de ma mère, il n'a pas voulu m'écouter. Sa réaction a été violente : il a ramassé mes vêtements et me les a jetés à la figure. Le plus dur, c'est quand il m'a confisqué ma convocation pour le baccalauréat. Dans sa rage, il m'a crié en plein visage qu'il ne me rendrait la convocation que lorsque je lui aurais remboursé tout ce qu'il avait dépensé sur moi pendant au moins une année.

Bien évidemment, à 19 ans, je n'avais aucun moyen de le rembourser. Comme nous n'étions pas mariés ni même fiancés, je n'avais aucun recours et j'étais désespérée. Je suis rentrée chez mes parents. Nous avons été informés de l'existence des centres d'écoute et de conseils juridiques et nous nous y sommes rendus.

Après plusieurs réunions de conciliation avec les Intervenantes sociales du CECJ d'Ambovombe, il a fini par me rendre ma convocation et a adopté un comportement plus respectueux envers ma famille et moi.

Je remercie particulièrement les intervenants sociaux sans lesquels je n'aurais jamais pu passer mes examens.

Renforcer la capacité des forces de l'ordre en faveur de la lutte contre la violence basée sur le genre

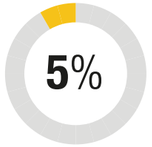
Dans la lignée du renforcement de la capacité des structures existantes à lutter contre la violence basée sur le genre, l'UNFPA a organisé un atelier de partage d'expériences entre Madagascar et le Rwanda sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix dans le cadre du projet «Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité». Cet atelier avait pour objectif de capitaliser les expériences de la gendarmerie et de la police nationales et de partager les bonnes pratiques sur l'amélioration de la prise en charge des violences basées sur le genre. Dans les échanges, Mme Thérèse Karugwiza de l'UNFPA Rwanda a évoqué la reconnaissance pénale de cette forme de violence depuis 2015 dans ce pays et a encouragé Madagascar qui s'est également engagé dans l'élaboration d'une loi qui statue sur le sujet.

Les quatre jours d'échanges ont permis à la gendarmerie et la police nationales de se doter d'outils pour améliorer leurs compétences et leurs pratiques en termes de lutte contre la violence basée sur le genre et ont permis aux parties prenantes de renouveler leur engagement : l'UNFPA s'est ainsi engagé à appuyer la Brigade Féminine de Proximité qui venait d'être mise en place et la partie gouvernementale, représentée par le Ministre de la Sécurité Publique, de faire de la lutte contre la violence basée sur le genre une priorité.

Femmes subissant une violence basée sur le genre

Femmes trouvent cette violence normale

Victimes prises en charge



Victimes prises en charge portant plainte

Promouvoir la santé maternelle en offrant de meilleures conditions d'accouchement

Le taux de mortalité maternelle reste très alarmant à Madagascar. Depuis 2012, ce taux stagne autour de 478 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. Ainsi, chaque jour, 10 femmes meurent des suites de la grossesse ou de l'accouchement. L'accouchement hors formations sanitaires reste le principal facteur de mortalité maternelle et infantile dans le pays. Seules 44% des femmes malgaches sont assistées par un personnel de santé lors de l'accouchement.

Les actions de l'UNFPA dans ce domaine visent à permettre aux femmes d'accoucher dans des conditions optimales et consistent essentiellement à soutenir les autorités malgaches dans l'amélioration du plateau technique des formations sanitaires offrant les services de santé maternels de base et les soins obstétricaux et néonatals d'urgence. Dans le cadre de cet appui, l'UNFPA a doté les formations sanitaires d'équipements et a pris en charge de manière permanente 5 sages-femmes dans le pays. Cet effectif ayant été étoffé de 30 autres sages-femmes durant l'épisode du cyclone Enawo et 5 lors de l'épidémie de peste. Pour plus de pérennité, l'agence appuie aussi la formation initiale des sages-femmes à travers l'équipement de trois sites de stage et d'un laboratoire de compétences.

A ce jour, 26% des formations sanitaires du pays peuvent fournir des soins obstétricaux et néonatals d'urgence basiques (SONU).

Améliorer la prise en charge de la fistule obstétricale

À Madagascar, 50 000 femmes sont porteuses de fistule obstétricale et on estime que plus de 4 000 nouveaux cas se produisent chaque année dans le pays. Au-delà de la lésion physique, la vie de la femme porteuse de fistules est gravement atteinte dans sa dimension sociale, économique et émotionnelle.

L'UNFPA, chef de file dans la prise en charge de la fistule obstétricale à Madagascar, a cherché à amplifier son action à travers la mise en place de partenariats avec le Programme Alimentaire Mondial et des ONG internationales et locales. A travers la collaboration avec l'université de Dakar, l'UNFPA a pu soutenir la formation de six nouvelles équipes chirurgicales.

Ainsi, au cours de l'année 2017, 1 098 femmes ont pu bénéficier de réparation et l'UNFPA envisage de réaliser plus de 1200 réparations avec d'autres partenaires en 2018.

1 098
femmes victimes de fistule obstétricale réparées

2 017 000
Femmes utiliisant une méthode contraceptive moderne

538 000
grossesses non désirées évitées

1 000
décès maternels évités

45 000
Kits Individuels d'accouchement distribués

3 sessions
de plaidoyer effectués à l'endroit des 2 chambres parlementaires et du gouvernement pour le soutien aux activités de PF

15
centres modèles PF opérationnels dont 3 nouveaux mis en place

4 040 707 USD
Dotation en contraceptifs pour Madagascar

47
CSB Star appuyés : 3 155 jeunes mères sensibilisées en PFPP, 1 772 sensibilisées en CPN et 263 sur l'accouchement des jeunes

40
Agents Communaitaires mobilisés pour les prestations de services de SSR/PF à base communautaire : 23 399 FAR sensibilisées, 8 140 visites à domicile, 2 370 clientes PF ont été servies (en moyenne 59 clientes par AC

Temoignage :

Je m'appelle Hary (nom d'emprunt), ça fait 10 ans que j'ai une fistule obstétricale. J'ai eu la fistule lorsque j'ai accouché de mon premier enfant. Comme nous vivions à une journée de marche du chef-lieu de la commune où se trouve le centre de santé, mon compagnon et moi avions décidé que j'accoucherai à la maison. Malheureusement l'accouchement a mal tourné : après deux jours de travail long et douloureux, j'ai perdu mon bébé et je me suis retrouvée avec une fistule obstétricale. Comme un malheur ne vient jamais seul, mon compagnon m'a quitté. Heureusement que ma famille était là pour m'épauler ! J'arrive à faire les tâches quotidiennes mais à part les membres de ma famille, je n'ai personne à qui parler et je n'ose même pas aborder les gens. Tout le monde me fuit à cause de ma mauvaise odeur et je ne peux pas aller dans les lieux publics à cause du regard des autres.

Un matin, un des membres de ma famille a entendu à la radio qu'on peut soigner la fistule obstétricale gratuitement. Sur le coup, personne n'a hésité à dire qu'il fallait qu'ils m'emmènent à Antananarivo. C'est ainsi que je fais maintenant partie des femmes qui vont bénéficier de la réparation. J'ai tellement hâte de revenir à une vie normale, de pouvoir sortir dans la rue avec dignité et sans aucune honte. Et surtout, de ne plus être un fardeau pour ma famille. Elle a tant souffert avec moi pendant ces longues années !

(Témoignage recueilli en Septembre 2017)

Promouvoir la santé maternelle

Les réponses humanitaires de l'UNFPA face aux cataclysmes naturels

Les catastrophes naturelles et les situations d'urgence ont souvent pour effet de ralentir les programmes de développement établis mais aussi d'exacerber la vulnérabilité des groupes déjà vulnérables en temps normal, notamment les femmes enceintes et de manière générale les femmes et les adolescentes.

Madagascar s'est trouvé confronté à cette situation en 2017 avec le passage du cyclone Enawo, la sécheresse dans le Sud et l'épidémie urbaine de peste pulmonaire. A chaque fois, l'UNFPA a su apporter une réponse adéquate pour éviter une aggravation de la situation de ses groupes cibles.

FACE À ENAWO

Préserver la santé sexuelle et reproductive

Activant le Dispositif Minimum d'Urgence, l'UNFPA est intervenu dans les sept districts les plus touchés par le cyclone et en partenariat avec l'OMS, l'UNICEF et l'OCHA. Il s'est attelé à restaurer les services et à fournir des kits d'urgence en santé de la reproduction dans dix centres de santé de base et quatre hôpitaux de référence. La mise à disposition de kits d'urgence a été relayée dans les zones les plus reculées par le partenariat avec les dispensaires et équipes mobiles d'ONG locales, notamment SALFA et Marie Stopes Madagascar, d'une part. D'autre part, l'UNFPA a soutenu les équipes de santé mobiles du Ministère de la Santé dans l'offre de soins dans 10 tentes qui ont accueilli les services et les urgences dans les zones reculées sans structures en place. Finalement, l'agence a pris en charge et déployé 30 sages-femmes durant l'épisode cyclonique.

Pour que les services puissent être effectivement offerts selon les normes de qualité, l'UNFPA a pris en charge la formation d'un éventail de prestataires : 50 prestataires de soins de santé pour les 10 CSB et 4 hôpitaux de référence, 12 membres du personnel médical pour les services de stratégie mobile de 4 équipes du Ministère de la Santé et 10 prestataires de santé pour les équipes mobiles des 2 ONG.

Au total, à travers ces mesures d'urgence, plus de 433 000 personnes ont pu accéder aux services de santé de la reproduction ; 2 000 femmes enceintes ont pu bénéficier gratuitement de l'accouchement médicalisé ; 420 femmes ont bénéficié, de manière salutaire, à une césarienne gratuite et à la prise en charge des complications obstétricales.

Prise en charge psychosociale et sensibilisation sur a violence basée sur le genre

Au cours de l'épisode du cyclone Enawo, l'UNFPA a contractualisé l'ONG GenderLinks, spécialisée dans les questions de genre, pour assurer les soins psychosociaux dans les cinq districts les plus touchés par le cyclone. Ceci a permis de mettre en place six centres d'écoute et de conseil juridique où les victimes de violence peuvent se faire entendre, bénéficier de soutien psychosocial, être orientées vers les forces de l'ordre ou au tribunal au besoin, ainsi que vers les services de soins de santé.

Des formations ont été également dispensées à l'intention de 105 femmes et jeunes leaders et ont porté sur les types, les causes, les facteurs de risque en situations humanitaires et les conséquences de la violence basée sur le genre ainsi que sur respect des principes fondamentaux d'intervention.

Grâce à ces actions, 70 femmes victimes de violences sexuelles et 450 victimes de violences physiques ont pu recevoir une assistance dans les centres d'écoute et de conseil juridique et 20 595 personnes (dont 56% de femmes et 44% d'hommes) ont été touchées par les actions de sensibilisation.

433 612
PERSONNES ONT PU ACCÉDER AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE REPRODUCTIVE GRATUITS

70
FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ONT ÉTÉ PRISES EN CHARGE

450
VICTIMES DE VIOLENCES PHYSIQUES ONT ÉTÉ ASSISTÉES DANS CES CENTRES

SÉCHERESSE DANS LE SUD

Renforcement des systèmes de santé et de prévention de la violence basée sur le genre

La situation humanitaire dans le sud-ouest de Madagascar est critique en raison de deux années consécutives de sécheresse. Le phénomène El Niño de 2015/16 a affecté la sécurité alimentaire de plus d'un million de personnes. Comme le montrent les chiffres ci-contre, l'aide de l'UNFPA a été déployée en mettant l'accent sur le renforcement du système de santé ainsi que les services de protection et de prévention face à la problématique de la violence basée sur le genre.

EPIDÉMIE DE PESTE

Dotation en personnel supplémentaire

En septembre 2017, une épidémie urbaine de peste pulmonaire s'est déclarée à Madagascar et a touché les principales agglomérations. Face à la situation d'urgence, l'UNFPA a activé le Dispositif Minimum d'Urgence, qui comprenait notamment la mobilisation et la prise en charge de cinq sages-femmes, avec pour objectifs de :

- Réduire le risque d'excès de morbidité et mortalité maternelle et néonatale;
- Prévenir les violences sexuelles et prendre en charge les survivantes;
- Réduire la transmission du VIH;
- Planifier les services complets de SR dans la période post crise;
- Assurer la mise en œuvre du dispositif minimum d'urgence à travers le cluster «santé» et sous-cluster «violence basée sur le genre».

Promouvoir la santé maternelle

Les réponses humanitaires de l'UNFPA face aux cataclysmes naturels

1 457 499 USD
mobilisés par l'UNFPA

13 414 612
Total des personnes ayant besoin d'une aide humanitaire

153 265
personnes touchées par la sensibilisation des services de santé sexuelle et reproductive

36 783
hommes et femmes touchés par la sensibilisation sur la violence basée sur le genre

13 200
kits de dignité distribués à 2 000 femmes enceintes

20
espaces soutenus par l'UNFPA (y compris les espaces pour les femmes et les filles et les espaces pour les jeunes)

108
établissements de santé / tentes / maternités opérationnelles avec l'appui du UNFPA

10
cliniques mobiles soutenues

108
établissements de santé fonctionnels qui fournissent des soins obstétriques d'urgence (SOU)

20
points de prestation de services (PPS) qui assurent la prise en charge clinique du viol (CMR)

180
personnes formées à l'utilisation du DMU

216
personnes formées aux soins obstétricaux et néonatals d'urgence

150
jeunes animateurs, pairs et bénévoles formés à la santé sexuelle reproductive / violence basée sur le genre

40
prestataires de services formés à la prise en charge des cas de violence basée sur le genre

40
personnes formées à la prise en charge clinique du viol

250
personnes formées au soutien pycho-social

UNION DES COMORES

Profil démographique

POPULATION JEUNE
Population estimée à 795 601 (2016) [1]
Population jeune : 485 316,61
61% âgés de moins de **25 ans**

SITUATION DES REVENUS
Indice de développement humain: 0,5 [1]
Classé 160ème sur 186 pays
45% de la population vit avec moins de 1 USD par jour [1]

SANTÉ MATERNELLE : Ratio de mortalité maternelle
2000 : 469 décès pour 100 000 naissances vivantes
2003 : 380 décès pour 100 000 naissances vivantes
2012 : 172 décès pour 100 000 naissances vivantes
Accouchement assisté par un personnel qualifié : 82% [2]

APERÇU EN MATIERE DE PLANIFICATION FAMILIALE
Les besoins non satisfaits en matière de planification familiale : 32%
14,4% taux de prévalence de la contraception

DISPONIBILITÉ DE DONNÉES
Dernier recensement en 2003
Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat a eu lieu fin 2017, les résultats sont attendus au premier semestre 2018

DÉFIS EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS DE GENRE
11% des femmes déclarent avoir vécu au moins une forme de violence
1 femme Ministre dans le Gouvernement en 2016
1 femme Député

[1] Banque Mondiale / [2] Enquête EDSC-MICS II (2012)

Cadre d'intervention

6ème programme : (2015-2018)

Services de santé sexuelle et reproductive de haute qualité

- Augmenter l'accès aux soins obstétricaux et prénatals
- Améliorer l'accès aux services de soins obstétricaux et néonatals d'urgence dans 12 districts sur 17, et aux services de planification familiale au niveau national
- Promouvoir l'égalité des sexes et la lutte contre la violence basée sur le genre, y compris les mariages précoces
- Promouvoir les services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes
- Augmenter la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge, y compris dans les situations de crise humanitaire
- Fournir des médicaments vitaux pour les urgences obstétricales dans les 12 districts identifiés par l'OMS
- Renforcer les capacités des fournisseurs de soins obstétricaux et néonatals d'urgence
- Fournir des services de santé sexuelle et reproductive de qualité aux adolescentes et aux jeunes dans les districts sanitaires
- Intégrer les services et les droits de santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre dans les plans de préparation aux situations d'urgence
- Accroître les campagnes de sensibilisation en élargissant la couverture des activités de communication sur la planification familiale
- Renforcer le système logistique des contraceptifs et accroître la distribution aux niveaux public, privé et communautaire
- Accroître la disponibilité de la planification familiale pour les jeunes, en particulier les adolescentes
- Entreprendre des études pour évaluer les obstacles à la planification familiale

Autonomisation des adolescents et jeunes

- Plaider pour le développement et la mise en œuvre d'une politique nationale d'éducation sexuelle pour les adolescents et les jeunes
- Intégrer les services de prévention du VIH et de santé sexuelle et reproductive dans l'ensemble des activités des services adaptés aux jeunes
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de santé sexuelle et reproductive
- Renforcer la prestation de services d'information et de conseil en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH, aux adolescents et aux jeunes dans les systèmes éducatifs formels et non formels

Égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale pour prévenir la violence basée sur le genre et soutenir les victimes
- Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication et de changement de comportement sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, le mariage précoce et l'égalité des sexes
- Renforcer les partenariats avec les communautés pour coordonner les actions liées à la violence dans les situations humanitaires
- Renforcer les partenariats lancés dans le dernier programme avec les pays de l'océan Indien

Recensement et gestion des données

- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du système statistique national pour le recensement de 2015/2016
- Plaider en faveur de l'utilisation de données factuelles pour accroître la culture d'utilisation de données parmi les décideurs
- Développer des partenariats stratégiques avec des instituts de recherche et des universités afin de bénéficier à la recherche scientifique, en s'appuyant sur des données de recensement et d'enquête
- Développer la capacité des institutions nationales à entreprendre une collecte, une analyse et une utilisation rapides de données dans les situations humanitaires.

Appuyer les initiatives pour l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes

Aux Comores, l'UNFPA agit en faveur de la santé sexuelle et reproductive des jeunes en intervenant à la fois au niveau national et au niveau local. Au niveau national, il a contribué à l'élaboration du plan de mise en œuvre de la Stratégie nationale en matière de santé de la reproduction qui prend particulièrement en compte les besoins des jeunes.

Au niveau local, l'UNFPA œuvre à travers des associations locales qu'elle dote de préservatifs, de kits IST et de pilules du lendemain. Ainsi soutenus, ASCOBEF (Association Comorienne pour le Bien-être Familial), l'Association CAP (Collaboration, Action, Pérennisation), le Réseau National des Jeunes en Population et Développement (Afriyan Comores) et la FCAS (Fédération des Clubs Anti-Sida) effectuent des campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA et des distributions de préservatifs au niveau communautaire et/ou des écoles. A travers ses trois centres dédiés à la santé sexuelle et reproductive des jeunes, ASCOBEF offre en plus le dépistage des IST/VIH/SIDA aux jeunes.

102 169
PRÉSERVATIFS DISTRIBUÉS

965
GROSSESSES NON DÉSIRÉES ÉVITÉES

«Le MAJ ASCOBEF a effectué plusieurs sorties dans les villages pour sensibiliser la population sur le VIH/SIDA et distribuer des préservatifs. C'est un travail passionnant. En

Temoignage : *Maoulida, président du Mouvement Action Jeune d'ASCOBEF*

tant que jeune, je suis à la fois agent distributeur et bénéficiaire utilisateur. Sur le terrain, j'ai remarqué que les jeunes ont pris conscience de la présence du SIDA aux Comores et veulent se protéger à chaque rapport sexuel. Seulement, ils n'arrivent pas forcément à trouver des préservatifs là où ils vivent. S'il faut attendre que l'ASCOBEF ou d'autres associations passent dans les villages lors d'une activité de sensibilisation pour que les jeunes puissent s'approvisionner en préservatifs, ça ne va pas marcher : ils peuvent avoir besoin de ces produits à tout moment. Il faut réfléchir à une stratégie qui permettrait de garantir que les préservatifs sont disponibles et accessibles aux jeunes à tout moment de l'année et dans toutes les localités. Nous avons remarqué que les cas de grossesse non désirée ont diminué chez les jeunes. Il faudrait une enquête pour confirmer cette tendance. Je connais même des cas où ce sont les parents qui s'approvisionnent en préservatifs pour les donner à leurs enfants et c'est une bonne chose !»

Soutenir la mise en place d'une Politique de la Jeunesse plus inclusive

En 2017, l'UNFPA, de concert avec l'ensemble du Système des Nations Unies aux Comores, notamment l'UNICEF et le PNUD, a soutenu les autorités et la société civile dans l'élaboration d'une Politique Nationale de la Jeunesse. Ciblant les personnes âgées de 14 à 35 ans, cette politique vise à promouvoir le bien-être des jeunes en faisant d'eux des acteurs du développement à part entière et en assurant ainsi leur pleine intégration. Elle comprend quatre axes majeurs : l'éducation et développement des compétences, la santé et le bien-être, l'emploi et l'entreprenariat, ainsi que les droits, la gouvernance et l'autonomisation de la jeunesse.

Cette politique est assortie d'un plan stratégique à long terme et d'un plan de mise en œuvre qui prévoit la création d'un cadre organisationnel et institutionnel inclusif avec des acteurs du secteur public et de la société civile, notamment d'un Conseil National de la Jeunesse.

Le document officiel sera transmis officiellement aux autorités compétentes au premier semestre de l'année 2018.

Temoignage : *Salim Mahamoud, Ministre de la jeunesse et des sports*

«L'élaboration de la Politique Nationale de la Jeunesse est l'expression de la volonté du gouvernement de créer le meilleur cadre de promotion et d'intégration des jeunes dans le processus de développement économique et social du pays.

Cet engagement, je l'ai pris devant vous les jeunes lors de la célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse de 2017 au Foyer de femmes de Moroni. Il s'agissait de doter le pays d'une politique nationale de la jeunesse avant la fin de l'année et aujourd'hui c'est une promesse tenue.

A travers cette politique, les jeunes ont défini une vision commune à l'horizon 2030 à savoir 'l'émergence d'une jeunesse comorienne éduquée, formée, compétente, citoyenne, jouissant de tous ses droits, et assumant ses devoirs de citoyen pour la construction nationale et le développement durable de l'Union des Comores».

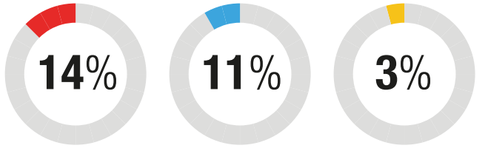
Temoignage :
Témoignage de Sultane Abdourahim Cheikh

«Pour dire ce que j'en pense, ce qui me réjouit dans cette politique, c'est que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas là pour subir mais plutôt pour exiger.»

Etablir un partenariat durable pour la réduction de la violence contre les femmes aux Comores

Pour des raisons culturelles, la problématique de la violence faite aux femmes est étouffée dans le débat public aux Comores. Elle est pourtant d'une grande en ampleur comme l'indiquent les données de l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSC-MICS II) de 2012 : près de 17% des femmes ont vécu au moins un épisode de violence depuis l'âge de 15 ans. Le phénomène est davantage répandu dans les zones urbaines, notamment dans la capitale où le taux de prévalence est de 10% supérieur à la moyenne nationale.

La réponse de l'UNFPA à cette situation a consisté à renforcer les moyens institutionnels de la mise en œuvre de la politique de lutte contre la violence basée sur le genre. L'agence a contribué à la mise en place d'une plateforme nationale, d'une feuille de route, ainsi qu'à la réactualisation de la Politique Nationale sur l'Égalité et l'Équité (PNEE). Sur le terrain. Elle a apporté son soutien à des organisations de la société civile telles que l'HIFADHU pour les services d'écoute et d'assistance judiciaire pour les victimes. L'association HIFADHU a notamment mis en place un numéro d'appel gratuit pour les victimes (170) avec l'appui de l'UNICEF.



FEMMES AYANT SUBI AU MOINS UNE VIOLENCE DEPUIS L'ÂGE DE 15 ANS

FEMMES ÂGÉES DE 15 À 49 ANS AYANT SUBI UNE VIOLENCE PHYSIQUE

FEMMES AYANT SUBI DES VIOLENCES SEXUELLES

Née un 8 mars : *Hadjira Oumouri, seule femme Députée de l'Union des Comores*

Elle est née le 8 mars, Journée internationale de la Femme. Sage-femme de formation, elle porte la voix des femmes au Parlement de l'Union des Comores.
«Mon premier contrat de travail après ma formation de sage-femme a été avec l'UNFPA. J'ai été recrutée en 1995 en tant que motivatrice pour la planification familiale dans la région de Mbadjini. Il y avait des problèmes sur l'utilisation des produits contraceptifs dans les régions et il fallait aller sensibiliser les populations.
Je pense que le combat de la femme se passe tous les jours. La politique, c'est aussi un combat il faut continuer à se battre. J'aurais aimé que la femme comorienne se réveille et prenne ses responsabilités».

Temoignage : *Fazlat Said Salim, 21 ans*

«J'ai été chassée de la maison familiale par mon oncle parce qu'il a entendu que je voyais un garçon de mon village, ce qui ne lui plaisait pas. Je vivais avec ma tante, son mari et ses enfants. Mon oncle ne s'était jamais vraiment occupé de nous mais quand il a entendu que je voyais un garçon, il m'a giflé et a demandé à ma tante de me chasser. Il a menacé de me battre et a dit qu'il me poursuivrait partout où j'irais. Depuis ce jour, je vis avec un ami à Moroni et continue mes études à l'université. J'ai peur de retourner au village. En même temps, même loin du village, je vivais dans la peur parce qu'il pouvait venir me chercher à l'université. C'est pourquoi j'ai demandé de l'aide à mes amis qui m'ont parlé du Commissariat National à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre. Là, j'ai été accueillie par un personnel qui a pris mon cas au sérieux. Mon oncle a été convoqué pour répondre de ses actes.»

Temoignage : *Rahamatou Ghoulam, président de HIFADH*

«L'UNFPA nous a aidé à mettre en place la plateforme nationale de lutte contre la violence basée sur le genre. Il nous a également soutenus à élaborer la feuille de route pour combattre la violence basée sur le genre et à mener d'autres actions. Nous agissons sur le terrain et nous recevons des demandes d'aide de la part de femmes victimes de cette forme de violence».

Au 31 décembre 2017, les centres d'appels de HIFADHU ont enregistré 560 cas de violence basée sur le genre, les femmes âgées de 20 à 40 ans étant les plus vulnérables. Le principal défi est de sensibiliser les victimes afin de briser le silence et de dénoncer les actes de violence basée sur le genre.

Obtenir des données fiables sur la population et l'habitat

Comme le montrent si bien les propos de Djaffar Ahmed Said Hassani, Vice-président chargé du Ministère de l'Économie, de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme, des Investissements, du Secteur Privé et des Affaires Foncières qui disait : «Si nous voulons réaliser des programmes de développement, nous devons connaître notre population», le Recensement général de la population et de l'habitat (RGHP) constitue une priorité pour le Gouvernement Comorien et l'UNFPA l'a accompagné pleinement dans cette démarche.

A ce titre, il a permis au pays de bénéficier d'une formation de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED). Il a également apporté son appui pour l'élaboration du document de projet, la réunion de plaidoyer sur le Recensement Général de la Population et de l'Habitat, la réalisation des travaux de cartographie, la formation des démographes, la prise en charge de l'unité de gestion du recensement et l'assistance d'un conseiller technique permanent. Ces actions ont été réalisées avec l'appui des différents partenaires, notamment la Banque mondiale, l'UNICEF, l'AFD, le PNUD et l'Alliance GAVI.

2 212 119 USD
Budget total alloué au projet

716 392 USD
Financement de l'UNFPA

1 446
Agents ayant bénéficié de renforcement de capacité

Temoignage :

Djaffar Ahmed Said Hassani Vice-président chargé du Ministère de l'Économie, de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme, des Investissements, du Secteur Privé et des Affaires Foncières

«Tout citoyen comorien doit être recensé parce que nous voulons connaître le nombre de comoriens résidant aux Comores aujourd'hui. Si nous voulons réaliser des programmes de développement, nous devons connaitre notre population, le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants. Les résultats du recensement vont éclairer les décisions des pouvoirs publics en matière d'équipements collectifs (écoles, hôpitaux, électricité, infrastructures, etc.).
Ces données vont également aider les partenaires au développement à mieux évaluer nos besoins. Cela en vue d'une meilleure prise en compte des questions de la population dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de développement socioéconomiques.»

Réduire les décès maternels en améliorant la disponibilité de services de planification familiale

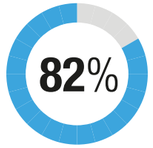
Les Comores affichent des tendances encourageantes en matière de santé maternelle : le taux de mortalité maternelle a en effet baissé de 70% entre 1996 et 2003 ; plus de 82% des femmes se font assister par un personnel qualifié durant leurs grossesses et les accouchements dans les formations sanitaires deviennent de plus en fréquents. Néanmoins, le niveau des besoins en planification familiale non satisfaits reste encore relativement élevé aux Comores (EDSC MICS II) et des différences notables sont relevées entre les zones rurales, où la culture traditionnelle est plus prégnante, et les zones urbaines.

Pour maintenir les tendances positives d'une part et accroitre l'utilisation de la contraception d'autre part, l'UNFPA maintient ses actions de dotation en matériels et équipements des formations sanitaires, de prise en charge de sages-femmes supplémentaires et de promotion de la planification familiale.

En 2017, 8 499 nouvelles utilisatrices de produits contraceptifs ont été dénombrées et 14 688 accouchements assistés par un personnel qualifié dans des structures sanitaires adéquates.

REDUCTION DU TAUX DE DÉCÈS MATERNELS ENTRE 2003 ET 2012

DES FEMMES ENCEINTES ONT EFFECTUÉ DES CONSULTATIONS PRÉNATALES AVEC UN PERSONNEL QUALIFIÉ



DES ACCOUCHEMENTS SONT ASSISTÉS PAR UN PERSONNEL QUALIFIÉ

8 499

NOUVELLES UTILISATRICES DE PRODUITS CONTRACEPTIFS EN 2017

70%

RÉDUCTION DU TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE ENTRE 1996 ET 2003

Temoignage :

Rahamatoullah Mohamed Maâmoune, 31 ans, mère de deux jeunes enfants, âgée de cinq ans et neuf mois respectivement.

«Je me souviens très bien quand la sage-femme m'a dit après que j'ai accouché de mon premier enfant que les femmes devraient attendre au moins deux ans avant de donner naissance à un autre enfant. Selon elle, cela éviterait que l'enfant qui suit meurt en raison de complications ou soit prématuré avec un petit poids à la naissance. Aujourd'hui, j'ai un enfant de neuf mois et je suis retournée au service de planification familiale pour me faire insérer un Implanon : c'est une nouvelle méthode contraceptive qui a la forme d'un bâtonnet d'environ 4cm de long sur 2mm de diamètre. On l'on insère sous la peau du bras. Cette méthode agit 24 heures après l'insertion et reste efficace pendant trois ans en moyenne. Je pense que ça ira bien et bien sûr, je peux me le faire retirer quand que je veux».

Améliorer la prise en charge des grossesses et des accouchements dans le Centre de District Sanitaire (CSD) d'Oichili

L'UNFPA en appui à la maternité du District sanitaire d'Oichili

Depuis 2016, l'UNFPA intervient en matière de santé maternelle dans le district sanitaire d'Oichili et notamment dans sa maternité. Ses actions visent à améliorer les conditions de travail et d'accouchement dans ce centre de santé et comprennent notamment le réaménagement de la maternité et de la salle dédiée à la planification familiale et un appui pour le recrutement et la prise en charge de deux sages-femmes pour assurer en permanence la prise en charge des femmes enceintes.

Cette année, mobilisant 45 000 USD, à travers un financement d'Australian Aid, l'UNFPA a remis des équipements et matériels médicaux dans le prolongement du projet «Amélioration de la disponibilité et de la qualité des services de santé de la reproduction et de la périnatalité dans le Centre de District Sanitaire (CSD) Oichili Comores», couvrant à la fois la maternité et les postes sanitaires associés.

La continuité des actions porte ses fruits : une disponibilité et une utilisation accrues des services intégrés pour la prise en charge de l'accouchement et des urgences obstétricales et néonatales ont été observées, ainsi qu'une demande accrue des services de planification familiale de qualité.

«Depuis le recrutement de ces sages-femmes dans ce centre, les gardes sont assurées toutes les nuits et les femmes enceintes sont très contentes d'avoir un interlocuteur en permanence,» s'est félicité le Docteur Djounaid. «Grâce à l'appui de l'UNFPA en matière d'équipements, de matériels, des médicaments, de renforcement des capacités du personnel sur la prise en charge obstétricale, les femmes accouchent dans des bonnes conditions et les sages-femmes ont désormais les outils nécessaires pour mener à bien leur mission,» a-t- il ajouté.

425

ACCOUCHEMENTS RÉALISÉS DANS LE DISTRICT

Réduire la mortalité maternelle en accélérant l'accès aux services grâce à une ambulance

La ville d'Ouzioini, à une cinquantaine de kilomètres de Moroni, la capitale sur l'île de Ngazidja, voit actuellement les résultats des appuis que l'UNFPA lui apporte depuis 2011.

L'UNFPA a fait don d'une ambulance au centre de santé de la ville pour faciliter les évacuations vers Moroni des femmes sur le point d'accoucher. A cette action s'ajoute la réduction du coût de l'accouchement de 16 à 12 euros, l'objectif étant qu'il soit gratuit à terme. Les acteurs sur le terrain ne peuvent que constater les effets de ces mesures.

«Pour évacuer une femme enceinte jusqu'à Moroni, nous étions obligés de recourir à des véhicules de transport public, souvent bondés,» rappelle le médecin-chef de ce centre, Docteur David. «Avec le don d'une ambulance de l'UNFPA, nous avons pu tourner la page douloureuse des évacuations des femmes enceintes et des malades. L'ambulance du district sanitaire d'Ouzioini ne chôme pas et sauve effectivement des vies de femmes enceintes qui présentent des complications lors de l'accouchement» ajoute-t-il.

Le Président du Conseil d'Administration du centre constate : «Depuis 2012, l'hôpital n'a enregistré aucun décès maternel grâce à l'appui multiple de l'UNFPA. Tout le plateau technique est financé par l'UNFPA ce qui permet aux sages-femmes de travailler dans des bonnes conditions.»

0

DÉCÈS MATERNEL DEPUIS 2011 À OUZIOINI

REPUBLIQUE DE MAURICE (Y COMPRIS RODRIGUES)

Profil démographique [1]

POPULATION
1.3 millions d'habitants
15,4% de la population ont plus de 60 ans
24% de la population ont entre 10 à 24 ans

SITUATION DES REVENUS
Indice de développement humain : 0.771
Classé 63ème sur 186 pays
0.4% des personnes vit avec moins de 1.25 USD par jour

SANTÉ MATERNELLE : Ratio de mortalité maternelle
0.34 décès pour 100.000 naissances vivantes
Accouchement avec une assistance qualifiée : 99.5%

APERÇU EN MATIERE DE PLANIFICATION FAMILIALE
Les besoins non satisfaits en matière de planification familiale : 4%
Le taux de prévalence contraceptive est de 63%

DISPONIBILITÉ DE DONNÉES
Dernier recensement en 2011

DÉFIS EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS DE GENRE
0.17% de plus de 15 ans déclarent avoir expérimenté la violence physique
19% de femmes siègent au parlement

SITUATION HUMANITAIRE
L'île Maurice est très vulnérable aux catastrophes naturelles; il est le 13ème pays le plus exposé aux risques de catastrophes naturelles.

[1] Statistics Mauritius

Cadre d'intervention

Si la République de Maurice affiche des avancées remarquables dans la réalisation de la plupart des Objectifs de Développement Durable, le pays se trouve à présent face à une tendance de vieillissement de la population et reste confronté à des problèmes de santé sexuelle et reproductive ainsi que de violence basée sur le genre.

Estimée à 1,3 million d'habitants, la population mauricienne se caractérise par un faible taux de croissance, estimé aujourd'hui à 0,2%, qui l'entraîne vers un vieillissement. La baisse du taux de fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie expliquent cette tendance. On estime que d'ici 2054, 33,8% de la population sera âgée de plus 60 ans contre 14,3% en 2014. [1]

En matière de santé sexuelle et reproductive, il faut relever une tendance préoccupante : si le taux de prévalence contraceptive chez les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) est relativement élevé à 63,8% en 2014, la part des méthodes contraceptives modernes dans ce chiffre a significativement baissé, passant de 40,7% en 2002 à 32,0% en 2014[1] , ce qui veut dire qu'une partie importante de la population ne bénéficie pas d'une planification familiale sûre. Il est important de noter que dans l'île de Rodrigues, les cas de grossesses non désirées chez les jeunes sont plus fréquents qu'à l'île Maurice.

En ce qui concerne les violences basées sur le genre, une femme sur quatre affirme avoir subi au moins une forme de violence dans sa vie. De 2005 à 2015, le Ministère de l'Egalité de Genre, du Développement de l'Enfant et du Bien-être Familial à Maurice a noté une augmentation de la fréquentation de ses services par les personnes victimes de violence domestique. Si une augmentation des signalements ne veut pas forcément dire augmentation des cas, il est admis que les cas signalés ne représentent que la « pointe de l'iceberg » et il est juste de considérer que le phénomène est donc beaucoup plus répandu.

L'UNFPA soutient le gouvernement afin que les services de lutte et de prévention de la violence basée sur le genre soient toujours opérationnels et accessibles de même que les services de santé sexuelle reproductive. Par ailleurs, il œuvre pour que la problématique émergente du vieillissement de la population soit placée au rang des priorités du pays.

[1] The Sixteen Days of Activism 2015 Report, by Gender Links

Prévenir les violences basées sur le genre

Engager les hommes comme stratégie de lutte et de prévention

A Maurice, l'engagement des hommes constitue une des stratégies pour réduire les violences perpétrées par les partenaires intimes. Une campagne de sensibilisation dénommée «Homme comme partenaire» a été menée pendant l'année 2017 avec l'appui de l'UNFPA. Ainsi, 500 hommes résidant à Trèfles, Rose-Hill et Batimarais ont été ciblés pendant cette sensibilisation. Ces hommes se sont engagés à adopter des comportements non violents, à protéger les femmes et les jeunes filles des violences et à mobiliser d'autres hommes dans ce changement.

Dispenser le conseil prénuptial comme stratégie de lutte et de prévention

Le conseil prénuptial dispensé aux jeunes couples fait également partie intégrante des stratégies de prévention de la violence conjugale à Maurice. En 2017, l'UNFPA a appuyé le programme de formation des jeunes couples géré par les Bureaux de Soutien à la Famille et l'Alliance pour les Femmes de Maurice. Plus d'une centaine de couples ont bénéficié de conseil prénuptial dans ce cadre.

500

HOMMES, AVEC L'AIDE DE L'UNFPA, SE SONT ENGAGÉS À ADOPTER DES COMPORTEMENTS NON VIOLENTS, À PROTÉGER LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES DES VIOLENCES ET À ENGAGER LEURS PAIRS DANS LEUR MOBILISATION.

1/4

DES FEMMES AFFIRMENT AVOIR EXPÉRIMENTÉ AU MOINS UNE FORME DE VIOLENCE

Mieux comprendre le phénomène du vieillissement de la population pour mieux s'y attaquer

Comme exposé plus haut, Maurice connaît un vieillissement de sa population qui aura pour conséquences, une réduction de la population active et une charge plus lourde sur les futures générations de travailleurs, ce qui pourrait freiner le développement économique et social du pays et la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Pour faire face à ce défi, l'UNFPA appuie le Ministère de la Santé et de la Qualité de Vie dans la conduite d'une évaluation des tendances démographiques. La révision de la Politique nationale de population s'inscrit dans ce cadre. Un travail qui a été lancé en 2017 et se poursuivra en 2018.

Soutenir la santé reproductive et sexuelle à l'échelle de l'Afrique à travers le Mauritius Institute of Health

L'UNFPA a appuyé le Mauritius Institute of Health (MIH) depuis 1982 dans la mise en place d'un programme régional de formation en planification familiale. Ce programme a permis de former des formateurs en santé sexuelle et reproductive.

Au cours de l'année 2017, l'UNFPA s'est attelé à renouveler sa collaboration avec MIH au regard de son expertise en matière de la santé sexuelle et reproductive dans les zones de l'Océan indien et en Afrique. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des personnels de santé dans les sous régions de l'océan Indien et de l'Afrique, francophone ou anglophone. Un protocole d'accord est en cours d'établissement afin de concrétiser cette vision.

Engager les jeunes de Rodrigues à réaliser leur plein potentiel

Rodrigues est une île qui fait partie de la République de Maurice. Sa population résidente est estimée à 41 788 habitants (CSO, 2015) et 38,8% de ses jeunes sont âgés de moins de 21 ans. Les grossesses d'adolescentes constituent un défi majeur dans cette île. Afin de résoudre ce problème, le gouvernement régional investit dans la promotion de la santé sexuelle et reproductive et la prévention des grossesses précoces.

Au courant de l'année 2017, l'UNFPA a appuyé la Commission de la Jeunesse et la Commission chargée du Bien-être de la Famille à organiser plusieurs activités dans ce sens. La Commission de la jeunesse a formé 40 jeunes pairs éducateurs sur les différents thèmes liés à la jeunesse notamment la sexualité, le VIH /SIDA et l'abus de substances illicites. Afin de créer plus de cohésion entre les jeunes à travers l'île, la Commission a également organisé des «Outdoor team building activities». Toujours avec l'appui de l'UNFPA, une campagne de sensibilisation de masse des jeunes dans les écoles, intitulée «*Zen pa pressé*» (les jeunes ne sont pas pressés) a été conduite avec pour objectif de conscientiser les jeunes sur les conséquences d'une grossesse précoce. Divers supports d'information et de sensibilisation tels que des affiches, des t-shirts et des brochures ont été lancés à cette occasion. En tout, 740 jeunes ont été mobilisés dans cette campagne.

40

JEUNES PAIRS ÉDUCATEURS FORMÉS SUR LES DIFFÉRENTS THÈMES LIÉS À LA JEUNESSE

740

COLLÉGIENS MOBILISÉS DANS LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE «ZEN PA PRESSÉ»

Poursuivre le dialogue et les actions sur l'avenir des jeunes de Rodrigues dans le cadre du Youth Counselling Center

En 2017, l'UNFPA a poursuivi son appui au Youth Counseling Center qui remonte à 1995 et en a fait en particulier un espace de dialogue entre les jeunes et les autorités, le temps d'une journée. En temps normal, ce centre offre aux jeunes la possibilité de recevoir des conseils d'une infirmière sur la santé de la reproduction des adolescents. Ils bénéficient de séances de sensibilisation et de formation dans la salle polyvalente. Ils ont également l'opportunité de se connecter au monde dans la salle informatique.

Cette année, le centre de Malabar a accueilli une rencontre entre une centaine de jeunes, le Chef Commissaire de l'île, le Commissaire en charge de la jeunesse le 22 novembre et le Directeur pays de l'UNFPA dans le cadre de la première visite officielle de ce dernier dans l'île. Si les jeunes ont profité de l'occasion pour exprimer leurs attentes, notamment en termes de réseautage et d'échanges d'expériences avec les pays voisins, le Directeur pays de l'UNFPA s'est attaché à les interpeler sur le rôle qu'ils doivent jouer pour réaliser les transformations nécessaires à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

PLAIDOYER, SENSIBILISATION, MOBILISATION ET PARTENARIATS

La célébration des journées internationales constituent des opportunités de plaidoyer, de sensibilisation et de mobilisation pour l'UNFPA dans la mesure où elles réunissent décideurs et autres parties prenantes de la thématique en question. Cette année encore, l'UNFPA dans l'océan Indien a mis à profit ces occasions pour faire progresser les actions qui contribuent à la réalisation de son mandat.

FEVRIER : JOURNÉE INTERNATIONALE DU PRÉSERVATIF

Chaque année, le 13 février, la veille de la Saint Valentin, le monde célèbre la Journée Internationale du Préservatif. L'UNFPA n'a pas manqué au rendez-vous à Madagascar. A travers une vingtaine de ses Jeunes Ambassadeurs – des jeunes qui ont réussi au baccalauréat avec mention et promeuvent le message « zéro grossesse avant le bac », l'agence a distribué 1 500 préservatifs dans les quartiers très fréquentés d'Antananarivo et de Toliara.

MARS : PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA PLANIFICATION FAMILIALE ET RÉALISATION DU POTENTIEL DES JEUNES

Dans l'objectif de promouvoir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive, l'UNFPA a organisé et soutenu plusieurs activités de plaidoyer à l'occasion des Journées internationales.

- Conférence «*Miaraka misafidy ny handrindra ny fiterahana izahay mivady*» (Mon/ma conjoint(e) et moi avons choisi ensemble notre planification familiale) : organisées avec des partenaires travaillant sur la planification familiale et la santé sexuelle et reproductive, ces conférences étoffées de témoignages et de jeux interactifs ont permis de conscientiser le public sur l'importance de la planification des naissances et de lever tabous et rumeurs sur la planification familiale.
- Dîner de débat avec les parlementaires des deux chambres et des représentants de la jeunesse : l'objectif était d'échanger les expériences et les points de vue des différents acteurs dans le cadre de l'adoption de la révision de la loi sur la planification familiale qui vise l'accès universel aux contraceptifs.
- Campagne en ligne sur la participation citoyenne des jeunes : cette campagne voulait offrir aux jeunes l'occasion de s'exprimer et de sensibiliser leurs pairs pour qu'ils soient des jeunes artisans de la paix, leur prouvant ainsi qu'ils ont le pouvoir d'agir sur les changements sociaux et d'établir les fondements d'un monde juste et pacifique. Treize jeunes venant d'horizons, d'associations et de villes différentes ont participé à la sensibilisation et la campagne a atteint plus de 4 000 personnes avec 500 impressions «#youth4peace».

MAI : CAMPAGNE DE FORMATION ET DE RÉPARATION DES FISTULES OBSTÉTRICALES

Vu l'ampleur du problème de la fistule obstétricale à Madagascar (pour rappel, 50 000 porteuses et plus de 4 000 nouveaux cas par an), l'UNFPA, avec les autres partenaires, soutient depuis toujours son intégration parmi les thèmes des Semaines de la Santé de la Mère et de l'Enfant et appuie les efforts du gouvernement pour l'identification des femmes victimes.

Depuis 2010, le partenariat avec le Gouvernement malgache, à travers le Ministère de la Santé, l'implication de la Première Dame, et le soutien du Programme Alimentaire Mondial et les ONG locales et internationales ont permis à l'UNFPA, en tant que chef de file, de traiter et de ramener à la dignité plus de 3 956 femmes.

Sur initiative de l'UNFPA, une coopération universitaire Sud-Sud entre Dakar et Antananarivo a abouti à deux campagnes de formation sur la chirurgie réparatrice de la fistule obstétricale qui ont permis la formation de six nouvelles équipes chirurgicales. Par la suite, 1 098 femmes ont pu bénéficier de réparation en 2017, dont 834 dans le cadre des actions de routine et 264 à travers les campagnes de formation.

MAI : CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA FISTULE OBSTÉTRICALE

L'UNFPA, en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique, la Faculté de Médecine et l'opérateur téléphonique Airtel Madagascar, a mis à profit cette journée pour appeler toutes les parties prenantes à l'action en phase avec le thème international «Espoir, guérison et dignité pour tous !». A ce titre, il a organisé et appuyé :

- Une cérémonie officielle où les autorités et l'UNFPA ont exprimé le renouvellement de leur engagement pour l'élimination de la fistule obstétricale et où des femmes bénéficiaires de réparation ont lancé à un appel pour que chaque femme et jeune fille prenne sa santé en main afin d'éviter cette maladie débilitante.
- Une formation et sensibilisation des étudiants en médecine sur la fistule obstétricale par le Pr. Rantomalala Yoel.
- Un cocktail de plaidoyer avec les clubs de services œuvrant à Madagascar afin de les informer et les sensibiliser sur l'ampleur de la fistule obstétricale à Madagascar et engager ainsi leur participation dans la lutte pour l'élimination de la fistule obstétricale à Madagascar. La présentation effectuée par le Dr. Issa Labou de l'Hôpital Général de Grand Yoff de Dakar Sénégal, a illustré la souffrance de ces femmes avant leur réparation et leur retour à la dignité.

TEMOIGNAGE :

Marcelline, 32 ans,
Guérie en 2012, après 10 ans d'attente.

«Je dis aux jeunes filles d'aller accoucher dans les formations sanitaires. Moi, j'ai eu cette maladie parce que je ne suis pas allée à l'hôpital pour accoucher. Il ne faut plus aller chez les matrones, il faut aller à l'hôpital maintenant.»

MAI : Journée internationale de la sage-femme

Cette année, la Journée internationale de la Sage-Femme avait pour thème au niveau international « Sages-femmes, femmes et familles : Partenaires pour la vie » et ce thème a été décliné en « Sages- femmes et adolescentes : ensemble contre les grossesses et mariages précoces » pour Madagascar. L'UNFPA, par sa participation à la célébration, visait des objectifs multiples, notamment promouvoir la qualité de la prise en charge des mères et de leurs nouveau-nés dans les formations sanitaires en particulier dans la région de Vatovavy Fitovinany; rappeler l'importance du contenu du Code de déontologie concernant la protection du professionnel et de la profession; informer le public sur l'existence des services de santé de la reproduction et offrir des prestations en santé de la reproduction; et plaider en faveur de l'amélioration de l'environnement juridique de la pratique des sages-femmes. Et c'est dans ce sens que les activités suivantes ont été menées :

- Visite du Lycée de Manakara pour une séance d'information et de discussion avec les jeunes, les parents et les enseignants d'école sur les conséquences néfastes des mariages et des grossesses précoces, suivie de sensibilisation au niveau communautaire
- Rappel sur le Code de déontologie des sages-femmes
- Consultations foraines pour informer la communauté de la disponibilité et de la gratuité des services offerts dans les formations sanitaires, en particulier dans les maternités, et l'importance de les fréquenter
- Visite guidée du centre modèle de planification familiale de Mananjary soutenu par l'UNFPA
- Marche pacifique à Mananjary en solidarité avec les sages-femmes victimes d'injustice, pour leur donner plus de confiance dans l'exercice de leur profession
- Collecte et signatures sur une bâche contenant le message «*Rasazy aho, ny asako dia : Manavotra ny ain'ny rahavaviko sy ny zanany. Mpampivelona aho fa tsy mpamono olona*» (Je suis sage-femme, mon travail est de sauver la vie des femmes et de leurs bébés. Je sauve la vie – je ne l'enlève pas) en solidarité et en soutien aux sages-femmes accusées à tort dans l'exercice de leur profession.

Juillet : Célébration de la Journée Internationale de la Population

La célébration de la Journée Internationale de la Population s'est déroulée les 10 et 11 juillet 2017 à Morondava, dans l'Ouest du pays en présence de la Ministre de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Mme Onitiana Realy, du Représentant résident de l'UNFPA, M. Constant-Serge Bounda, ainsi que des autorités locales et de nombreux autres invités.

Le thème de cette année, à savoir «Planification familiale : moteur de développement de la Nation» revêt une importance particulière pour Madagascar qui a renouvelé à Londres en 2015 ses engagements à promouvoir la planification familiale dans le cadre de l'initiative FP2020, notamment élargir la prévalence contraceptive de 33% à 50% et réduire les besoins non satisfaits de 18% à 9% d'ici 2020.

Plusieurs activités ont marqué la célébration de cette Journée Internationale de la Population, notamment la formation de 21 jeunes pairs éducateurs animant la Maison des Jeunes de Morondava; la sensibilisation des pêcheurs et agriculteurs locaux sur la planification familiale; l'organisation d'un dialogue communautaire sur la prévention du mariage des enfants et des grossesses précoces, qui a vu la participation de 80 jeunes, notables et autorités locales; et la prestation de services forains gratuits en santé de la reproduction. Au cours de la cérémonie officielle, l'UNFPA a remis des matériels, des équipements et des intrants de santé au Centre de Santé de Base de Morondava, ainsi que des livres et des ordinateurs pour la Maison des Jeunes de la ville. Une centaine d'autorités locales se sont penchées sur le thème «La planification familiale, le dividende démographique et le développement» au cours d'un déjeuner-débat organisé pour l'occasion.

Plusieurs messages-clés ont été passés durant la célébration de cette Journée Internationale à savoir :

- La planification familiale est un droit, son utilisation est basée sur un choix éclairé;
- La planification familiale est un investissement stratégique;
- La planification familiale sauve des vies;
- La planification familiale permet de faire de l'épargne.

Août : Célébration de la journée internationale de la jeunesse

Célébrée le 12 août à Fianarantsoa cette année, la Journée Internationale de la Jeunesse a été l'occasion pour l'UNFPA de signer une convention tripartite avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, par laquelle l'agence des Nations Unies renouvelait son engagement à agir en faveur des objectifs inscrits dans la Politique Nationale de la Jeunesse. Cette convention vise la promotion des centres de jeunesse au niveau des collectivités territoriales décentralisées, y compris les Espaces jeunes établies dans les communes rurales, notamment dans les régions Atsimo Andrefana, Vatovavy Fitovinany et Androy. Elle est assortie d'un plan d'action pour suivi et l'évaluation.

A cette occasion, la Maison des Jeunes de Fianarantsoa s'est vue doter de livres sur le développement personnel et la culture générale et de matériel informatique pour permettre à ses utilisateurs d'élargir leurs horizons.

Octobre : Lancement du Rapport sur l'état de la population mondiale 2017

Le Rapport sur l'état de la population mondiale 2017 s'intitulait «Des mondes à part, santé et droits en matière de reproduction à une époque marquée par les inégalités». Compte tenu de la pertinence de ce thème pour Madagascar, le lancement de ce rapport a été organisé afin de sensibiliser les autorités gouvernementales, les parlementaires, les organisations de la société civile, le secteur privé et les jeunes sur la problématique de l'accès à la santé et aux droits en matière de reproduction, sur l'importance de l'autonomisation des femmes, sur l'aspect vital de l'accès à l'éducation pour les jeunes et particulièrement de la jeune fille et sur les inégalités à Madagascar. Des propositions de solutions ont été présentées à l'audience. Le Rapport a été officiellement remis par la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au gouvernement, représenté par le Ministre de l'Economie et du Plan.

Novembre : Leadership et engagement de la Première dame de Madagascar

Engagée dans la promotion des droits de la femme et particulièrement dans l'accès de ces dernières à la santé maternelle et néonatale, Madame Voahangy RAJAONARIMAMPIANINA, Première Dame de la République de Madagascar et Marraine de la Campagne pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA), a lancé l'initiative des «Prix d'excellence» pour les Agents communautaires, les Centres de santé de base et centres CARMMA. Cette initiative a pour objectif d'encourager les Centres de santé de base (CSB) et les agents de santé communautaires à avoir une culture de performance et d'excellence en vue de l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant à Madagascar.

Pour sa deuxième édition en 2017, cette initiative a récompensé six centres de santé de base à Madagascar ainsi que 88 agents communautaires.

Outre ce Prix d'Excellence, plusieurs avancées majeures pour le droit et la santé des femmes ont été accomplies sous son parrainage, en collaboration avec le Ministère de la Santé publique et le Ministère de la Population, de la protection sociale et de la promotion de la femme. Il s'agit notamment de :

- L'engagement dans l'initiative FP2020;
- La lutte contre les mariages précoces;
- L'initiative de L'ENAP (Every New Born Action Plan);
- Les Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant (Vaccination, nutrition, IST-VIH ....);
- Les campagnes pour l'élimination des fistules obstétricales;
- La lutte contre le cancer gynécologique.

Au vu des résultats accomplis notamment dans le cadre de la santé maternelle et néonatale et dans la prise en charge des victimes de fistules, UNFPA est fier de ce partenariat axé sur la promotion, les droits et l'émergence de la femme qui sauve et transforme des vies.

UNION DES COMORES

Mai : Journée internationale de la Sage-Femme sous le thème «Sages-femmes, mères et familles : partenaires à vie»

Il y a quelques années, les centres de santé de district de certaines zones enclavées des Comores présentaient un manque de personnel. Les accouchements à domicile rendaient difficile la prise en charge en cas de complication, augmentant le taux de mortalité maternelle.

Lors de la journée internationale de la Sage-femme, le 5 mai 2017, plusieurs sages-femmes ont témoigné de l'évolution des services de santé maternelle, dont Faiza Abdallah Said recrutée par l'UNFPA en 2014.

Temoignage :

Faizla Abdallah Said

« Je m'appelle Faizla Abdallah Said et je travaille à la maternité du Centre Hospitalier de Référence Insulaire (CHRI) de Hombo en tant que sage-femme. J'ai choisi le métier de sage-femme après mon baccalauréat : j'aimais beaucoup les enfants et je voulais apprendre un métier dans lequel je serais en contact avec eux.
J'ai eu une bourse pour poursuivre mes études au Maroc et je suis revenue au pays en 2010. J'ai été retenue en tant que stagiaire à la maternité du CHRI de Hombo. Durant quatre ans, j'ai travaillé dur comme bénévole avec les autres sages-femmes mais je ne me suis jamais découragée. Finalement, en 2014, je suis devenue fonctionnaire à l'issue d'un concours organisé à Anjouan.
Le métier de sage-femme, je continue de l'admirer énormément malgré les conditions de travail difficiles et la situation difficile dans laquelle la population se trouve. J'ai confiance en l'avenir de ce métier.
Chaque année, des nouvelles sages-femmes viennent étoffer nos rangs et de notre côté, nous gagnons en expérience. Etre sage-femme aujourd'hui demande de la patience et du dynamisme. Il y a plusieurs sages-femmes qui ne sont pas fonctionnaires mais des bénévoles mais font les mêmes taches que nous. Je les invite à ne pas perdre courage parce qu'au final notre récompense est énorme. Nous devons donc être présentes chaque fois que les femmes enceintes nous sollicitent.
Grâce à mon expérience et à ma détermination à bien faire dans ce métier, j'ai bénéficié d'une formation au Tchad alors que j'étais encore stagiaire, par l'intermédiaire de l'association des sages-femmes dont je suis membre. »

Juillet : Célébration de la Journée Mondiale de la Population sur le thème «La planification familiale, moteur du développement d'une nation»

La planification familiale volontaire et sans danger constitue un droit fondamental. Même si la culture locale ne s'oppose pas à sa pratique aux Comores, 32% auraient encore des besoins non satisfaits en planification familiale selon l'EDS MICS II.

Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la population, la communauté d'Oichili Dimani s'est mobilisée le 11 juillet 2017 pour soutenir la planification familiale volontaire. L'engagement du pays à réduire la mortalité maternelle et infanto-juvénile a conduit à la mise en place d'un projet qui vise à renforcer la disponibilité et l'accessibilité des paquets de soins obstétricaux et néonataux dans les centres de santé de district.

A cette occasion, le Directeur Pays de l'UNFPA pour les Comores, M. Constant-Serge Bounda, s'est félicité des efforts considérables faits dans la réduction de la mortalité maternelle qui est passée de 400 à 172 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes.

Octobre : Mobilisation réussie pour le lancement du Rapport sur l'état de la population mondiale 2017

A l'instar d'autres pays du monde, les Comores ont lancé le Rapport sur l'état de la population mondiale dont le thème pour 2017 était « Des mondes à part, santé et droits en matière de reproduction à une époque marquée par les inégalités ». La cérémonie officielle de lancement du rapport a eu lieu au Palais du Peuple en présence des trois Vice-Présidents dont l'un représentait le Chef de l'Etat, des membres du gouvernement, ses députés, du corps diplomatique, du Grand Moufti, des représentants du Système des Nations Unies et des mouvements associatifs des jeunes et des femmes.

Lors de cette cérémonie, le Directeur pays de l'UNFPA a souligné l'importance de ce rapport pour le pays dans le cadre de ses efforts pour réaliser les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et a rappelé l'importance du travail effectué par l'UNFPA en faveur de la population notamment les femmes et les jeunes. Il a aussi profité de l'occasion pour rappeler au gouvernement l'engagement pris de créer une ligne budgétaire consacrée à la planification familiale dans la Loi de finances 2018.

A la remise officielle du document, le Président des Comores s'est engagé à tenir compte des recommandations mais également à veiller à réduire les inégalités sociales auxquelles la jeunesse comorienne est confrontée.

Octobre : Grande mobilisation à Nyumakele pour célébrer la Journée mondiale de la Paix

Les Comores ont célébré la journée mondiale de la Paix le 30 octobre 2017. Les représentants du gouvernement, le représentant du Système des Nations Unies, les jeunes leaders pour la paix, les femmes médiatrices pour la paix et la population anjouanaise étaient présents à la cérémonie pour soutenir les valeurs de la paix.

M. Matthias Naab, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies aux Comores a réitéré l'engagement de l'Organisation pour la paix. Il a également réaffirmé la volonté du Système des Nations Unies à accompagner le gouvernement et le peuple comorien à préserver et consolider la paix.

Temoignage :

S.E.M. Azali Assoumani
Président de l'Union des Comores

«Mon ambition est de propulser notre pays au rang des pays émergents à l'horizon 2030. Nous ne visons rien d'autre que la réalisation des Objectifs de Développement Durable dont l'horizon a été également fixé à 2030. Nous voulons lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'insécurité et la violence car la paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais aussi la sécurité, l'accès équitable à une éducation de qualité, à la santé, à la protection sociale, le droit à l'eau potable, à l'électricité, à l'assainissement et à l'hygiène. La paix est un trésor à chérir, chacun a droit à la paix et aspire à la paix»

Temoignage :

Dr Fatma Rashid Mbaraka, la Ministre de la Santé

«Rien ne peut s'obtenir par la violence parce que la violence engendre la violence». Dans son allocution, Madame Fatma Rashid Mbaraka a tenu à faire le lien entre la paix et la santé et en particulier la réalisation du dividende démographique à l'horizon 2030. «La feuille de route de l'Union Africaine sur le dividende démographique ne peut être réalisée sans une paix durable.» a-t-elle souligné. «Avec un pays en paix, toutes les voies sont ouvertes pour un meilleur accès aux différents soins. Et l'avantage est beaucoup plus grand pour les populations les plus démunies.»

DÉFIS ET PERSPECTIVES

Si l'année 2017 a été marquée par de nombreuses réalisations dans chacun des trois pays d'intervention dans l'océan Indien, elle introduit également au Nouveau plan stratégique 2018-2021. Ce plan est articulé autour de trois résultats transformateurs à savoir :

- l'élimination des décès maternels évitables,
- l'élimination des besoins non satisfaits en matière de planification familiale,
- l'élimination de la violence basée sur le genre, y compris les pratiques néfastes pour les femmes et les filles.

Pour permettre à l'UNFPA de mener des actions qui aboutiront effectivement à ces résultats, le plan prévoit un volet de renforcement de l'efficacité et de l'efficience organisationnelle et d'une recherche d'une plus grande cohérence à l'échelle du système des Nations Unies. Il prévoit également de consolider le cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources de l'UNFPA.

Il préconise par ailleurs de renforcer trois approches essentielles pour réaliser ces résultats :

Renforcement des partenariats

L'UNFPA cherchera au cours de la période du nouveau plan stratégique à renforcer les partenariats existants, les rendant plus efficaces et rehaussant leurs impacts. Il cherchera également à élargir les partenariats pour que tous dans les pays s'impliquent dans la transformation de la vie des femmes, des jeunes filles et des jeunes : les bénéficiaires eux-mêmes, la société civile, les forces vives politiques et le secteur privé.

Proximité avec les bénéficiaires

Pour mieux comprendre les besoins de ses groupes cibles et pour être au plus proche d'eux dans ses actions afin de générer un maximum d'impact, l'UNFPA a opté pour une approche de proximité avec les bénéficiaires. Le projet d'ouverture de bureau à l'île Maurice ainsi que le renforcement des bureaux de Tuléar à Madagascar sont déjà un pas dans ce sens.

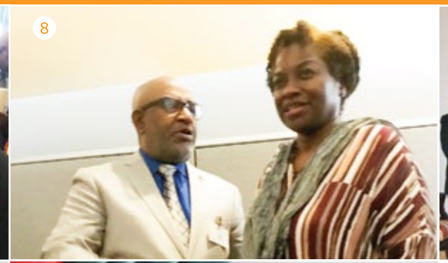
Renforcement de la coopération régionale

A l'instar de la coopération entre l'université de Dakar et celle d'Antananarivo dans la lutte contre fistule obstétricale qui s'est avéré fructueuse, l'UNFPA veut poursuivre la mobilisation des ressources entre pays du Sud dans un souci de capitalisation des bonnes pratiques et d'optimisation des ressources régionales et locales.

ILS NOUS ACCOMPAGNENT

L'année 2017 n'aurait pu être aussi fructueuse sans le soutien et l'implication effectifs des partenaires : l'AMAMI, la SOMAMI, la Grande Bretagne à travers DFID/UKAID, l'Australie à travers Australian Aid, l'opérateur téléphonique Airtel, le Japon, le Sénégal, le Cameroun et bien d'autres encore. Nous comptons encore sur une coopération plus poussée avec les pays et les îles voisines, le secteur privé et la société civile pour être encore plus proche de nos bénéficiaires communs et pour le bien-être de nos populations.

L'ANNÉE 2017 EN REVUE



Mars :

1. Journée du 08 Mars, récompense du meilleur projet de l'entrepreneuriat féminin.

Avril :

2. Départ et décoration de Monsieur Mamadou DICKO, Représentant de l'UNFPA, après plus de 10 ans au service de l'UNFPA.

Mai :

3. Prise de fonction de Monsieur Constant-Serge BOUNDA, Représentant Résident de l'UNFPA Madagascar.

Juin :

4. Décès du Pr BABATUNDE OSOTIMEHIN, Directeur Exécutif de l'UNFPA. Solidarité et sympathie exprimée par l'ensemble du corps diplomatique, le Système des Nations Unies et les partenaires de l'UNFPA de la région de l'Océan Indien.

5. Lancement du Dividende Démographique (Allocution de la Député élue de la Région d'Androy)

6. Plaidoyer pour le Dividende Démographique avec les Femmes Parlementaires et les décideurs institutionnels.

Juillet :

7. Rencontre du Président de Madagascar avec la Directrice Exécutive de l'UNFPA au Sommet de l'Union Africaine consacrée au dividende démographique.

Septembre :

Assemblée Générale des Nations Unies

8. Rencontre du Président de l'Union des Comores avec la Directrice Exécutive de l'UNFPA.

Octobre :

9. Rencontre du Représentant de L'UNFPA avec les Sénateurs de Madagascar.

10. Présentation du Rapport sur l'État de la Population Mondiale 2017 à Maurice.

11. Prix d'excellence de la Première Dame pour la promotion de la culture d'excellence des centres de santé et des agents communautaires.

Décembre :

12. Vote de la loi sur la Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AC :	Agent Communautaire
ASCOBEF :	Association Comorienne pour le Bien-être de la Famille
AFD :	Agence Français de Développement
CAP :	Coopération Action Pérennisation
CECJ :	Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique
CPN :	Consultation Pré-Natale
CSB :	Centre de Santé de Base
DMU :	Dispositif Minimum d'Urgence
ENSOMD :	Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement
EDSC-MICSII :	Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples aux Comores
FAR :	Femme en Age de se Reproduire
FCAS :	Fédération des Clubs Anti-Sida
INSTAT :	Institut National de la Statistique
INSEED :	Institut National de la Statistiques et des Etudes Economiques et Démographiques
KIA :	Kit Individuel d'Accouchement
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ODD :	Objectifs de Développement Durable
PAM :	Programme Alimentaire Mondiale
PF :	Planification Familiale
PFPP :	Planification Familiale Post Partum
PPS :	Points de Prestation de Services
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNEE :	Politique Nationale sur l'Egalité et l'Equité
PND :	Plan National de Développement
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIG :	Système d'Information Géographique
SR :	Santé de la Reproduction/Santé Reproductive
SRAJ :	Santé Reproductive des Adolescents et Jeunes
SSR :	Santé Sexuelle et Reproductive
SONU :	Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence
SOU :	Soins Obstétriques d'Urgence
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNFPA :	Fonds des Nations Unies pour la population
USAID :	Agence Américaine pour le Développemnt International
VGB :	Violences Basées sur le Genre
ZDP :	Zone de Dénombrement Potentielle

Crédits photos :
UNFPA Madagascar, UNFPA Comores
Rédactions :
UNFPA Madagascar, UNFPA Comores,
Novo-comm Ogilvy & Mather, Sheilla MOURAD, Stenny EMILIEN,
Solo RASOAMINDRAINY
Mise en page :
Novo-comm Ogilvy & Mather
L 'ouvrage doit être cité de la manière suivante :
Rapport annuel UNFPA Océan Indien, Une ambition renouvelée, 2017
Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales.
Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

UNFPA MADAGASCAR
Maison Commune des Nations Unies
Zone Galaxy - Andraharo
Antananarivo 101, Madagascar
madagascar.office@unfpa.org
madagascar.unfpa.org

UNFPA COMORES
Maison des Nations Unies
BP 648 Moroni, Hamramba
Union des Comores
comoros.office@unfpa.org
comoros.unfpa.org

UNFPA MAURITIUS
Ministry of Health Port Louis - Mauritius

SUIVEZ-NOUS SUR :